



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

«À une époque de supercherie, dire la vérité est révolutionnaire.»

George Orwell

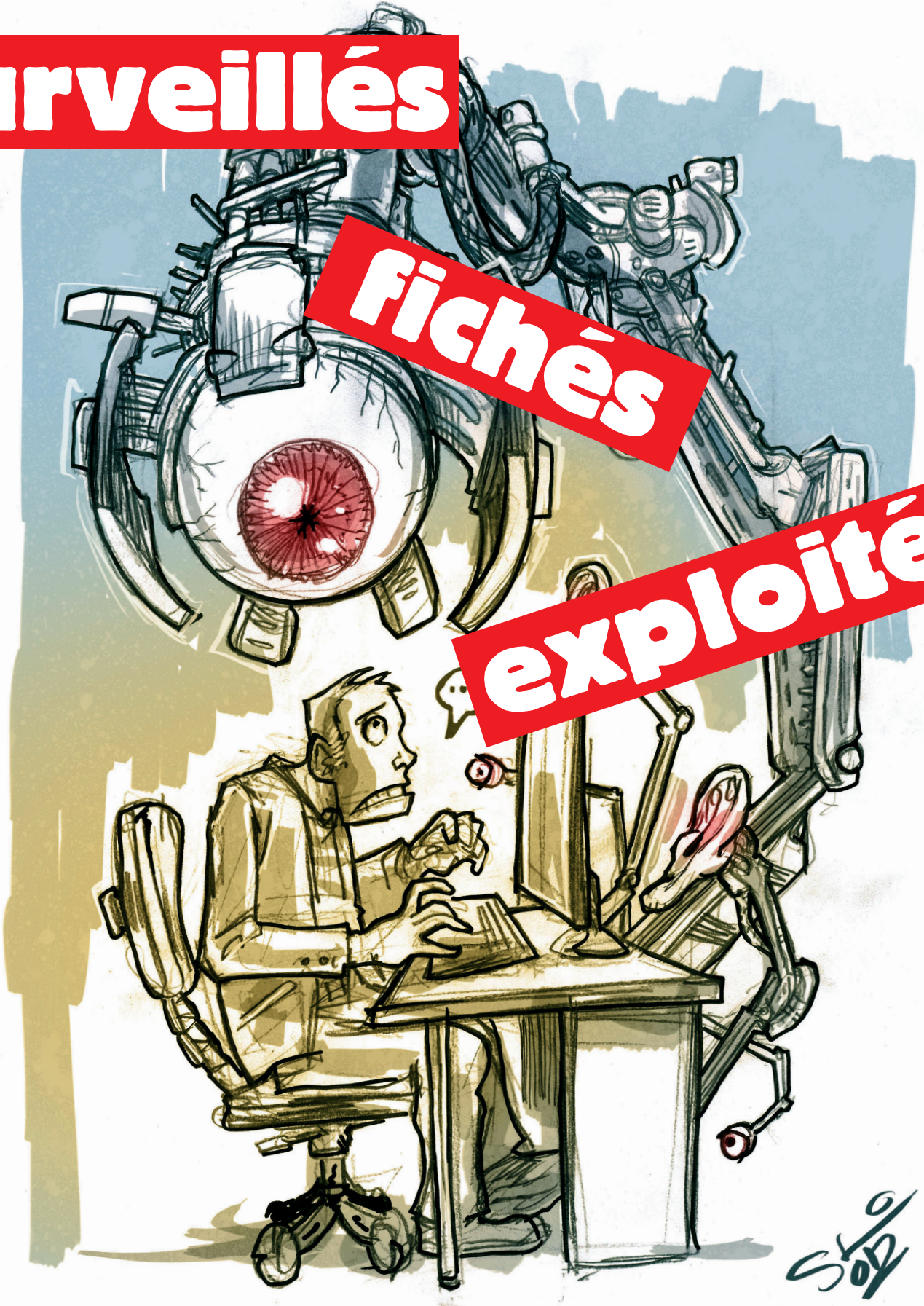
ISSN 0026-9433

N° **1667**
du 5 au 11 avril 2012

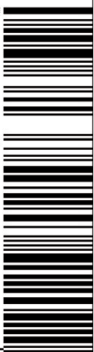
Surveillés

Fichés

exploités



M 02137 - 1667 - F. 2,50 €



G. S.

Editorial



Dans les starting-blocks à la course à la présidentielle, ça n'épargne personne : coups de pied et crocs en jambe. Eva Joly est épinglée pour sa position « à côté des exigences sociales », c'est-à-dire de ne pas avoir compris les « attentes des Français : pouvoir d'achat, etc. ». Le locataire de l'Élysée, dans les médias, c'est pas mieux : « Pour Sarkozy, la sécurité plus sexy que le social. » Pour en rajouter, Nicolas Sarkozy « veut pomper les stocks ». En fait, le président-candidat propose, au niveau du carburant, de puiser dans les réserves pour faire baisser le prix de l'essence. Bon, tout ça, c'est des affaires de margoulins et, selon les initiés de la finance, c'est une solution à court terme. Ah, la campagne électorale ! Que de déclarations-annonces ne fait-on pas en son nom ! La candidate de l'extrême droite retrouve ses thèmes fétiches, elle tape sur son clou au sujet de l'insécurité et de l'émigration. Comme on dit dans les chaumières politicardes : « La crise, la guerre, les attentats sont toujours de bons vecteurs dans une campagne ! » Pourtant, en ce moment, l'économie n'est plus au centre des discours des principaux candidats. Rien n'est réglé au niveau économique mais personne n'en cause. La campagne électorale, comme on dit dans les médias, « fait l'économie de la crise ». Et après, des politologues éclairés dissertent sur l'absentéisme, l'étudiant, le regardent à la loupe et le désignent comme le vecteur dominant de la prochaine élection. Nous, anarchistes, sommes-nous de la même eau ? Pas vraiment, notre refus de nous mêler au jeu démocratique est une autre démarche, politique, autre chose qu'un simple refus de vote. Nous ne croyons pas que changer la direction de l'État aide à établir une autre société. Pour causer d'autre part, posons nos yeux sur la Grande-Bretagne. Souvenez-vous, les émeutes qui ont duré cinq jours du 6 au 10 août 2011. Elles avaient débuté à Tottenham, quartier nord de Londres. Les pouvoirs publics, le Premier ministre David Cameron en tête, pouvaient dénoncer des actes de « pure criminalité », un rapport officiel insiste aujourd'hui sur les fractures d'une société où « 500 000 familles sont laissées pour compte ». Comme quoi... Pourquoi vous dire ça ? En fait, on ne sait jamais...

Sommaire

Actualité

- Salariés surveillés**, par P. Schindler, page 3
- Viveo dans la gueule du loup**, par J.-P. Germain, page 4
- Rentokil : balayons les managers**, par G. Goutte, page 4
- Chronique néphrétique**, par Rodkol, page 5
- Météo syndicale**, par T. Impétueux, page 6
- Louvre Hôtels hors-la-loi**, par CNT, page 6
- Nantes contre l'aéroport**, par Dadou, page 7
- Traders et prédateurs**, par M. Silberstein, page 8
- Nouvelles du front**, par Hugues, page 9
- Le retour des lois scélérates**, par Juanito, page 10
- Grève du sexe en Espagne**, par R. Pino, page 11

Arguments

- Le nouveau visage du stalinisme**, par Collectif, page 12

International

- Grève générale en Espagne**, par R. Pino, page 14
- La fin des nomades en Thaïlande**, par P. Pellicer, page 16

Expression

- L'Assomption de l'Innocence**, par R. Dadoun, page 18

Culture

- Publico sous les bombes**, page 20
- Albert Camus au théâtre**, par R. Pino, page 20

Mouvement

- Saint-Imier 2012**, page 21
- Radio libertaire**, page 22
- Agenda**, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Merveilleux monde du travail

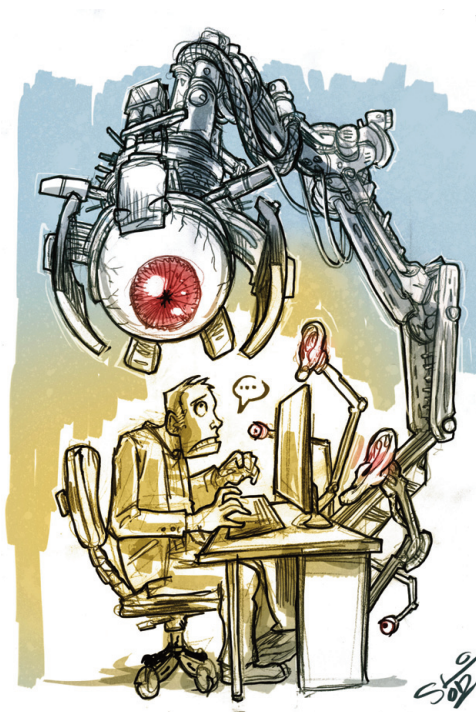
Les salariés de plus en plus surveillés

La surveillance au travail, une vieille histoire

L'idée du panoptique, sorte de prison modèle, permettant l'observation permanente des faits et gestes des détenus, imaginée par Jeremy Bentham, philosophe, juriste et réformateur britannique dérive de plans d'usine ! En effet, l'œil au centre du fronton de la Saline royale imaginée par Claude-Nicolas Ledoux était déjà dans la logique du panoptique, mise au point pour une surveillance et une coordination efficace des ouvriers. Son objectif théorique était de simplifier la prise en charge d'un grand nombre d'hommes. Si le panoptique ne vit pas le jour du vivant de Bentham, le philosophe Michel Foucault y voyait plus tard, dans son incontournable ouvrage *Surveiller et Punir*, une technique moderne d'observation transcendant l'école, l'usine, et l'armée. Aujourd'hui, la technologie ayant tellement évolué, les entreprises utilisent des méthodes beaucoup plus discrètes de surveillance et de flicage à tous les étages...

Mais, que fait la Cnil ?

En 2011, la Cnil, institution indépendante chargée de veiller au respect de la vie privée et des libertés, a reçu environ 6 000 plaintes, dont environ un quart concernait la surveillance au travail (soit un doublement sur trois ans). Entre 2010 et 2011, les plaintes liées à ces dispositifs ont également augmenté de 13 %. Au cours de la même période, les plaintes liées à l'accès aux dossiers personnels constitués par les employeurs sur leurs salariés ont augmenté de 20 %, ce qui n'est pas anodin. Selon le secrétaire général de la commission, « avec les nouvelles technologies, les moyens de surveillance deviennent très accessibles, donc la surveillance se développe. D'autant que la mise en œuvre de tels dispositifs sur les lieux de travail n'est pas par principe illégale ». En matière de surveillance au travail, la marge de manœuvre laissée à la Cnil consiste à s'assurer que les dispositifs de vidéosurveillance ne remettent pas en cause la liberté des salariés. C'est-à-dire, en filmant des vestiaires, des locaux syndicaux, ou encore en surveillant de façon constante des salariés sans que cela soit justifié. Face à ces dispositions, on voit donc de plus en plus de mouchards placés par les entreprises dans les ordinateurs, ou le développement de la géolocalisation des salariés par leur smartphone.



Huit caméras pour huit salariés !

Naturellement, les grandes entreprises profitent des moyens modernes de surveillance, mais elles doivent aujourd'hui le faire avec une certaine parcimonie. Pour en avoir abusé, Ikea s'est fait remarquer récemment. Mais, dans ce cas de figure, la direction avait choisi le recours à des enquêteurs privés pour obtenir des renseignements sur certains salariés et clients. Cependant, quel que soit le moyen plus moderne utilisé, l'employeur doit justifier d'un intérêt légitime à l'utilisation de la vidéosurveillance, de la géolocalisation, à l'usage de badges, de fichiers ou encore de la cybersurveillance (enregistrement des conversations, filtrage des sites, logiciels mouchards). En cas de plainte liée au travail, la Cnil sollicite l'entreprise pour lui demander de se conformer à la loi informatique et libertés et peut effectuer des contrôles inopinés sur place. Avec une vingtaine d'agents chargés des contrôles, elle en réalise aujourd'hui environ 400 par an, contre seulement 30 en 2004. Récemment, la commission a ainsi mis en demeure publiquement une société toulousaine qui avait installé huit caméras... pour huit salariés !

Patrons tricheurs

Les dérives observées par la Cnil peuvent prendre différentes formes. Décathlon, la Macif ou encore Capgemini avaient eu recours au fichage des salariés avec des commentaires individuels codés tels que « individualiste », « sournois », « cas social ». Dans la majorité des cas, les documents sont le plus souvent découverts par hasard, mais il est même arrivé qu'ils soient envoyés par erreur aux personnes concernées à la suite d'une manipulation informatique erronée ! De plus, la Cnil rappelle que la plupart des employeurs ignorent souvent que les salariés ont le droit de demander l'accès aux informations les concernant, mais les salariés, eux, commencent à le savoir. En cas de plainte, la commission peut effectuer des contrôles et imposer des sanctions financières. Mais l'arme la plus redoutée par les entreprises est la publicité. Ce fut le cas de l'entreprise de soutien scolaire Acadomia qui, en 2010, en a fait les frais, en recevant un avertissement public pour un fichier particulièrement odieux, classant autant les enseignants que les parents et élèves sous des vocables tels que « gros con », « saloperie de gamin », ou encore « Parisien frustré ». *Le Monde libertaire* s'en était fait l'écho à l'époque.

Les entreprises s'adaptent

Cependant, toujours selon le rapport de la Cnil, avec l'influence des cas médiatisés, les entreprises sont de plus en plus vigilantes sur une législation « très bien encadrée ». Certaines, dans le doute, se mettent en conformité légale. Mais, parallèlement, un chercheur du CNRS souligne un phénomène beaucoup plus insidieux : « Avec les smartphones notamment, les gens sont de plus en plus sous laisse électronique. » En effet, ces outils, souvent appréciés des salariés, permettent aux employeurs de suivre tous leurs déplacements, même si, en principe, il est interdit par la loi de géolocaliser des salariés qui ont une liberté d'organisation dans leur travail. Mais comme c'est le cas pour les entreprises polluées, souvent les patrons préfèrent passer outre les lois et payer des amendes.

Patrick Schindler

Groupe Claaaaash
de la Fédération anarchiste

Viveo France : suspens social

« LES PLANS SOCIAUX DE PLUS EN PLUS INTERDITS », titrait, en février, le quotidien de Serge Dassault (*Le Figaro*). Simple relation de faits, mais on sentait bien, et pas seulement entre les lignes, que, pour la presse « près du pouvoir », une telle mesure entrave la « liberté » de licencier !

En 2010, la justice a annulé un plan social à Viveo France qui concernait 64 salariés. En juillet 2011, la direction engageait un pourvoi en cassation. Après moult péripéties juridiques, la chambre concernée a repoussé sa décision au 11 avril 2012 !

Revenons un peu sur l'historique de ce triste épisode du mouvement social... C'est le 24 décembre 2009 (délicate attention pour la date !) que les salariés de Viveo France, leader français des logiciels bancaires, apprennent l'achat de leur entreprise par son concurrent suisse Tenemos, numéro



1 mondial du secteur. Peu de temps après, la nouvelle direction annonçait un plan de restructuration avec arrêt de la production au profit des produits de Tenemos fabriqués en Inde !

Un expert, mandaté par le comité d'entreprise, a démontré que « le seul objectif du

rachat et de son wagon de licenciements était l'élimination d'un concurrent et de ses salariés afin de mettre la main sur sa clientèle et de conquérir le marché français ».

Dès l'annonce du plan social, il ya donc plus de dix-huit mois, la résistance syndicale (CGC et CGT) s'organise pour aboutir, en mai dernier, à la décision de la cour d'appel de Paris prononçant « la nullité du plan social et toutes ses conséquences pour défaut de motif économique et information déloyale ».

L'audience de la Cour de cassation est fixée le 11 avril à 14 heures. Comme ils le disent dans un tract de l'intersyndicale : « Les salariés de Viveo France [...] organisent le 11 avril à 13 heures une manifestation près du Palais de justice à Paris et appellent tous les travailleurs à venir les soutenir. » Toutes et tous à l'île de la Cité le jour cité !

Jean-Pierre Germain

À Rentokil comme ailleurs, balayons les patrons



IL Y A QUELQUES JOURS, les agents de nettoyage employés par Rentokil Initial et bossant dans les locaux de Thomson Reuters à Londres, se sont mobilisés en vue d'obtenir le salaire minimum, soit 8,30 £ l'heure. Mais si, il y a quelques semaines, leurs collègues journalistes étaient parvenus, sans même faire grève, à décrocher une augmentation de salaire, la tâche semble plus ardue pour les nettoyeurs... Pour le moment, ils n'ont eu que mépris et menaces de la part de leur direction : après les avoir insultés – « Bande de stupides ! », « Si vous voulez gagner plus, allez trouver un autre travail », etc. –, les managers leur ont signifiés qu'ils seraient licenciés si, à l'avenir, ils essayaient à nouveau de demander une augmentation de salaire.

La situation étant désormais particulièrement tendue, les grévistes – qui n'entendent pas lâcher l'affaire pour le moment – ont lancé un appel à la solidarité internationale. Organisés au sein des Industrial Workers of the World (IWW), leurs voix se sont fait entendre rapidement et plusieurs actions de

soutien ont déjà eu lieu, au nom de la fameuse devise du vieux syndicat : « Le préjudice subi par l'un de nous est un préjudice subi par nous tous » (*An injury to one is an injury to all*).

En France, nous avons organisé une distribution de tracts devant le siège de Thomson Reuters, au 6, boulevard Haussmann, dans les quartiers riches du IX^e arrondissement de Paris... Deux cents tracts diffusés en deux heures environ... Ce n'est certes pas beaucoup, mais, dans ce genre de quartier, la plupart des passants sont peu enclin à lire la prose syndicaliste. Nous avons néanmoins eu l'occasion de discuter avec quelques journalistes de Reuters qui quittaient le boulot et qui nous ont paru plutôt sensibles à notre démarche et à la cause que nous défendions. Pour l'heure, on réfléchit déjà à d'autres actions de solidarité. Car dans la lutte des classes, les travailleurs ne peuvent compter que sur elle pour arracher quelques acquis.

Guillaume Goutte

pour le groupe français des IWW

Brèves de combat

10 000 manifestants à Nantes

Samedi 24 mars dernier, une grande manifestation était organisée à Nantes contre la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Au nord de la ville, un rendez-vous avait été lancé pour former un cortège anticapitaliste rassemblant des dizaines de personnes derrière une colonne de tracteurs. Les slogans sont offensifs. Un hélicoptère survole ce cortège et en particulier les «anticapitalistes». Des BACeux sont présents à chaque coin de rues, des flics prennent des photos depuis certains bâtiments... À la convergence des trois différents cortèges, on compte 1 500 policiers, des véhicules anti-émeute (lanceurs d'eau), des dizaines de cars de CRS, de gendarmes mobiles. On compte à présent environ 10 000 manifestants. Un blocage est installé en pleine métropole. Les flics sont en position. Avant le crépuscule, les flics décident de faire le ménage. Après des sommations inaudibles, des centaines de forces de l'ordre commencent à charger. Toutes les rues voissent des rangées de CRS. Vers 21 heures, les flics contrôlent totalement la ville. Résultat des courses : sept interpellations et cinq GAV.

Honte sur la préfecture de Gironde

Un rapport rendu public par onze associations locales dénonce la dégradation de l'accueil et du traitement des dossiers des étrangers aux guichets de la préfecture de la Gironde. Demandez le programme : «obstacles à l'enregistrement des demandes», «difficulté d'obtenir un rendez-vous pourtant obligatoire», «arrestations en préfecture avant même que le dossier n'ait été examiné», «menottes aux poignets au guichet, dans l'enceinte de la préfecture, à la vue de tous les usagers», etc.

Vive la baisse tendancielle de l'augmentation du chômage !

Après la lessive qui lave plus blanc que blanc de Coluche, Sarkozy affirme que les chiffres du chômage en février, communiqués par l'Insee, montreraient «une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs». Et lui, il en est où de la hausse tendancielle de la baisse de sa cote de popularité ?

Chronique néphrétique

Lettre ouverte au militant qui ne doute pas (III)

CE MILITANT, c'est celui qui a refusé de prendre et de lire un exemplaire du *Monde libertaire* que je lui tendais car je ne voterai pas pour son candidat. J'ai précédemment dénoncé, dans ces colonnes, la peste sectaire et le manque d'intégrité d'élus ou de militants qui, dénonçant les privilèges du capitalisme, ne sont pas les derniers à s'en approprier de nouveaux. Comme dans la fable d'Orwell, *La Ferme des animaux*, certains sont plus égaux que d'autres...

Un des arguments de mon interlocuteur était : «Je ne crois plus au grand soir. Le rapport de forces se crée dans la rue, dans les luttes et dans les urnes.» C'est à la fois un des arguments les plus répétés, un des plus ancrés dans la pensée politique «de gauche», un des plus ambigus aussi. Cela dit, il intéresse au plus haut point tous ceux qui se targuent de vouloir changer la société, même lorsqu'ils semblent avoir réglé son compte au dilemme plus que centenaire de «réformisme ou révolution».

Ce discours a pour origine les «programme minimum et programme maximum». Les partis sociaux-démocrates de la fin du XIX^e et début XX^e siècles, qui se proclamaient pour la révolution (le «programme maximum»), participaient à la vie démocratique (ce fut un combat pour y arriver), luttèrent pour des acquis sociaux – journée de huit heures, droit de grève et de syndicat, etc. – qui constituaient le «programme minimum». On ne renvoyait pas la résolution de tous les problèmes à l'avenir d'une société socialiste, mais on luttait au quotidien pour améliorer les conditions de vie et le rapport de force du monde du Travail contre le Capital. La dérive de ces partis, qui votèrent, entre autres, les crédits de la guerre de 1914-1918, eurent des ministres dans des gouvernements d'union nationale, provoqua la scission communiste (bolcheviks, spartakistes en Allemagne) à partir de 1917. Les socialistes devinrent les «réformistes», opposés aux «révolutionnaires communistes»... Qui, dès les années vingt, assassinèrent les révolutionnaires non communistes en URSS, puis les révolutionnaires au sein de leur propre parti, puis les révolutions d'Allemagne, de Chine, d'Espagne, etc. La trahison stalinienne, au nom de la III^e Internationale entraîna les partis communistes au massa-

cre (Chine 1925-1927), dans des politiques suicidaires (Allemagne des années trente) ou des compromissions gouvernementales (France 1945-1947).

La confusion qu'entretiennent des slogans tels que : «Prenez le pouvoir», «Reprenons la Bastille», «L'insurrection civique» est le produit direct de cette histoire : s'agit-il, dans le cadre de l'élection présidentielle, de préparer psychologiquement à l'étape ultérieure – la révolution – ou, au contraire, de canaliser le sentiment insurrectionnel dans les urnes ? Les slogans sont du Front de gauche, mais le discours est commun à toute la gauche révolutionnaire ou communiste qui se présente aux élections : monter à la tribune parlementaire pour faire entendre ses arguments, entrer dans les institutions pour y dénoncer le système, pour peser sur la vie politique par le vote des lois, la gestion des régions ou des municipalités.

Plus d'un siècle après la théorisation de cette politique, où en sommes-nous ? Certes, des acquis peuvent être obtenus grâce à la présence d'élus, mais le XX^e siècle et ces dernières années nous ont montré aussi qu'ils pouvaient être bien éphémères, tributaires qu'ils sont d'un changement de majorité. Surtout, quel est le poids réel de ces politiques ? Quels changements essentiels ont-elles apportés ? La société avance-t-elle ainsi ? D'avance, je sais que certains me parleront des congés payés en 1936, ou de la suppression de la peine de mort, des lois Auroux en 1982, etc. Mais, raisonnablement, ces changements peuvent-ils se mesurer à la crise de 1929, à la Seconde Guerre mondiale, à la société de consommation ou à la révolution informatique ? Et, depuis trente ans, en quoi nos élus ont-ils été efficaces contre les délocalisations, contre l'empoisonnement généralisé de notre environnement, contre le gaspillage apocalyptique des ressources, contre la finance et la spéculation ?

Sur quoi pèsent-ils d'essentiel ? Ils parlent tous de changer notre vie, mais force est de constater que, globalement, ils ne font souvent qu'accompagner des changements qui les dépassent. (À suivre.)

Rodkol

Fichage partout

Plusieurs fichiers ont été créés en toute discrétion et publiés au JO. Le premier s'appelle Ares et prévoit ni plus ni moins de recenser, pendant au moins cinq ans, tous les automobilistes ayant osé contester un PV! Chaque officier du ministère public (OMP), chargé d'étudier la validité de la contestation d'un PV avant sa transmission à la justice, pourra connaître, en quelques secondes, tous les détails personnels des contestataires et l'historique, sur cinq ans, de leurs réclamations. Le second est le répertoire national d'identifiants pour tous les élèves, étudiants et apprentis, afin « de mieux piloter le système éducatif ». Le gouvernement justifie ces deux créations par des visées « statistiques ». Étonnamment, ces deux fichiers ont été autorisés après un avis favorable de la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés). Alors, à quoi sert la Cnil?

Le morpion homophobe de l'UMP

Le 22 février, Jean-François Copé annonçait le départ de l'UMP de Christian Vanneste, accusé d'avoir tenu des propos homophobes. Un mois plus tard, le député du Nord assure n'avoir fait l'objet d'aucune procédure d'exclusion. C'est vrai qu'une mesure d'exclusion, il suffit de la déchirer pour qu'elle n'ait jamais existé! En plus, ce cumulard vient de rallier le Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (RPF) de Charles Pasqua et Philippe de Villiers. Peut-être sont-ils encore plus tolérants en matière d'homophobie?

Réduire le nucléaire : c'est possible!

Le Japon tourne maintenant avec une seule centrale nucléaire. En effet, pour assurer l'approvisionnement, le Japon a lancé un plan d'économie devant réduire la consommation de 15 %. Du coup, d'après un article du *Monde*, beaucoup d'entreprises (le groupe de communication Softbank, le siège de Tokyo de la Citibank, etc.) ont réussi à faire des économies d'énergie. Les ménages ont également été priés de réduire leur consommation de 15 %. Comme quoi, quand on veut, on peut!



FOIN DES LUTTES SYNDICALES, du militantisme borné, empreint d'un ouvriérisme désuet, venu du siècle dernier ou même pire! Voilà ce par quoi nombre de gens sont tentés pour un changement de société par la voie des urnes. D'autre part, pour les syndicalistes à la croisée des chemins, un bon passage à la télé à côté d'un postulant à la charge suprême vaut tous les piquets de grève et l'action directe chère à Émile Pouget.

Force Ouvrière déclare *urbi et orbi* qu'elle ne donne pas de consigne de vote directe ou indirecte. Une allusion au fait que la CGT ne se prononce pas officiellement, mais laisse des responsables syndicaux, à degrés divers,

le faire. Pour la CFDT, c'est un peu le silence radio, 1981 est bien loin où elles et ils firent péter la roteuse à l'élection de François Mitterrand qui avait été soutenu par la désormais célèbre « autonomie engagée ».

Prenons aujourd'hui le projet de coopérative qui avait commencé à germer à Sea France l'an dernier. Même que le locataire de l'Élysée semblait découvrir la vieille tradition ouvrière.

Celle-ci divisait, c'est le moins qu'on puisse dire, les syndicats. Les militants de la CFDT semblaient en pointe; des critiques et des divisions internes leur ont fait quitter le leadership. Mais voilà t'y pas que Jean-Luc Mélançon reprend le chantier en mains et déclare le projet « parfaitement fiable ».

Diabole, il y a quelque mois, la CGT émettait plus que des réserves... Mais un coup de baguette magique, c'est-à-dire politique, et tout repart!

Bon, à la CGT comme ailleurs, à des degrés divers, la militance syndicale agit un peu (ou plus selon les cas) en autonomie vis-à-vis des structures syndicales nationales. Faut attendre la fin de la fièvre électorale pour revenir au syndicalisme? Mais faudrait quand même enclencher une autre stratégie, non?

Torrent Impétueux

Louvre Hôtels hors-la-loi

100 % DES SALARIÉES de la société de nettoyage sous-traitante Deca-France – qui travaillent comme femmes de chambre ou gouvernantes au sein des hôtels Campanile et Première classe du Pont-de-Suresnes du groupe Louvre Hôtels – et une partie des salariés en interne sont en grève illimitée depuis ce mardi 20 mars pour voir satisfaire leurs revendications:

- Augmentation des salaires de base de 150 euros par mois; reconnaissance des qualifications;
- Intégration, au sein de la SNC, des Hôtels du Pont-de-Suresnes;
- Transformation des contrats de travail à temps partiel en temps complet;
- Paiement des salaires à l'heure et non à la chambre avec, comme indication de produc-

tivité, deux chambres à l'heure au Campanile et 2,5 chambres au Première classe;

- Treizième mois, paiement des indemnités nourriture, de la prime d'habillage déshabillage de 225 euros par an;
- Respect de leur dignité.

Le syndicat CNT du Nettoyage dénonce le phénomène des bas salaires et de la sous-traitance dans l'hôtellerie, à l'origine de ce type de conflit, comme constituant un véritable apartheid social chez Louvre Hôtels et ailleurs, sur un même lieu de travail.

Nous ne laisserons pas faire et appelons à la solidarité avec les salariées de Louvre Hôtels.

CNT Nettoyage

Nantes dit non à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES SOIXANTE-DIX, Notre-Dame-des-Landes et ses alentours font l'objet de convoitises à peine voilées de la part de politiciens et de grands groupes industriels. La raison? Un projet de construction d'un nouvel aéroport international, destiné à faire de Nantes et sa métropole une zone économique de premier plan.

À qui profite le crime?

Destruction d'un bocage entier miraculeusement préservé, expropriations de terres agricoles, extorsion de l'argent public, propagande mensongère, répression féroce des opposants: les promoteurs de l'aéroport, Ayrault et Vinci en tête, ne reculent devant rien pour imposer ce projet pharaonique et destructeur. La construction de cet aéroport répond en réalité à un objectif très précis: permettre à la métropole nantaise de se développer et d'engloutir sous sa coupe des villes comme Rennes et Saint-Nazaire, en détruisant et en réorganisant les territoires pour les soumettre au rythme du marché. Cette «métropolisation» est indispensable pour cerner les enjeux politiques et économiques qui découlent de ce projet.

Plus qu'un simple caprice politique pour les socialistes au pouvoir, il révèle très clairement la conception que se font les élus du pouvoir politique, en imposant à toute une population un mode de vie au rythme du profit et de la marchandise. Cette décision politique est donc inséparable des enjeux économiques qui se cachent derrière cet aéroport, avec tout le marché qui s'offre aux bétonneurs et aux compagnies aériennes.

Reflète d'un modèle économique au service de la classe dominante, ce nouvel aéroport est inutile et nuisible pour une grande partie de la population (les exploités) mais il est au contraire très utile pour le capitalisme en lui permettant d'étendre sa capacité de nuisance.

La résistance s'organise

Face aux élus locaux, aux bétonneurs zélés, aux médias serviles, aux larbins de l'État (flics, bidasses), la manifestation du 24 mars devait représenter un moment décisif dans la lutte contre cet aéroport.

La ville souhaite s'installer à la campagne? Alors c'est la campagne qui s'installera à la ville! Plus de 200 tracteurs étaient présents dans les rues de Nantes pour montrer, si besoin il en était, la détermination des paysans contre le saccage de leurs terres. Au milieu de la manifestation, on pouvait également apercevoir des chèvres, des vaches ou des chevaux. La réappropriation de la ville est en marche.

Alors que certains partis politiques n'hésitant pas à se compromettre avec les socialistes locaux pour quelques sièges bien confortables ont eu le culot de venir pointer le bout de leur nez, les organisations libertaires (AL, CNT, FA, No Pasaran, OCL, OLS) avaient organisé un cortège anticapitaliste, pour rappeler que le combat contre l'aéroport est avant tout un combat contre ce système capitaliste. Actif, festif, offensif et déterminé: le cortège marque son passage de son empreinte avec des tags, des jets de peinture et des pochoirs créatifs. La permanence du député écologiste François De Rugy, fossoyeur acharné de la lutte, en a d'ailleurs fait les frais. Les bâtiments officiels et privés (banques, agences immobilières, etc.), lorsqu'ils n'étaient pas quadrillés par la flicaille, ont eux aussi été joyeusement redécorés. Quelques brigades de clowns ont également participé à rendre cette manifestation joyeuse et festive. Après le défilé, tous les manifestants se sont retrouvés sur le cours des 50 otages pour continuer l'installation du bocage en centre-ville et continuer la réappropriation de l'espace public.

Oui à «l'arrêt aux porcs»!

Dès les premières minutes, il était facile de remarquer l'hyperprésence policière autour du cortège et l'hélicoptère qui volait au-dessus de nous. Sans compter les nombreuses caméras de vidéo-surveillance situées sur le parcours de la manifestation pour cliquer et ficher les manifestants. La préfecture, relayée par les médias, avait déjà annoncé la couleur: plus de 1 500 pandores mobilisés, aidés de canons à eau, pour parer à d'éventuels «débordements» de plusieurs «centaines d'anarchistes venus d'autres régions» (sic). Avant la manifestation, la ZAD1 (zone à défendre) était déjà sous haute surveillance policière. Ce dispositif policier, exceptionnel à Nantes et largement annoncé avant la manifestation, avait d'abord pour effet d'installer un climat de peur chez les opposants et, éventuellement, dissuader la population de se joindre à la protestation. Objectif raté, puisque ce sont plus de 10 000 personnes (et animaux!) qui ont battu le pavé ce 24 mars.

En fin de manifestation, alors que l'Acipa2 et la police avaient appelé à la dispersion, des centaines de manifestants et passants ont décidé de rester sur place pour continuer la «fête». Cette réappropriation de l'espace public ne fut pas vraiment du goût de la flicaille et de la mairie socialiste, qui voulaient effacer le plus rapidement possible toute trace de lutte et de résistance. Pendant la charge des flics, plusieurs interpellations ont eu lieu. Moins de quarante-huit heures après les faits, deux personnes arrê-



tées sont passées en comparution immédiate au palais de justice de Nantes: deux mois de prison avec sursis chacun avec, en prime, des amendes et des dommages et intérêts à payer.

Et après?

Alors que l'agitation politicienne a montré à de nombreuses reprises son incapacité à faire annuler ce projet d'aéroport, il est absolument nécessaire de construire la lutte en dehors des élections et des partis politiques. Si cet aspect peut paraître évident pour des anarchistes, il l'est beaucoup moins pour une partie des opposants qui ont encore quelques espoirs dans les futures échéances électorales.

On voit, aussi, que la logique des grands travaux inutiles ne s'arrête pas à Notre-Dame-des-Landes: gare gigantesque à Stuttgart, tunnel sous les Alpes pour la LGV Lyon-Turin, développement du nucléaire en France, nouvelles lignes THT, exploitation du gaz de schiste, etc. Des anti-THT, des antinucléaires et des camarades italiens du Val-de-Susa (anti-LGV) ont d'ailleurs fait le déplacement à Nantes, le 24 mars.

Multiplier les alternatives autogestionnaires, en occupant les maisons expropriées ou en exploitant les terres cultivables, et créer des espaces ou des moments de résistance est essentiel si l'on veut se réapproprier ces espaces que le capitalisme veut nous enlever et ralentir l'avancée du projet. Toutefois, face à la violence et à la détermination de l'État, il est probable que cela ne soit pas suffisant. Fort du succès de cette mobilisation, l'enjeu est maintenant d'élargir notre lutte, de la lier aux autres luttes contre les grands travaux destructeurs pour les inclure dans un cadre plus global de lutte contre le système capitaliste.

Dadou

Groupe de Nantes
de la Fédération anarchiste

Traders et prédateurs

LA VIE EST BELLE, LE SOLEIL BRILLE. Sarkozy s'envole dans les cieux nébuleux de l'enfumage en déclarant: «Les chiffres de ce soir [25 mars 2012] manifesteront une amélioration de la situation avec une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs. Cette augmentation sera assez modérée.» Grottesque et pathétiquement révélateur d'un système en déroute. Au moins la grammaire n'est pas massacrée, comme si souvent avec le leader du Sarkozystan. Il tente d'endormir ses interlocuteurs en employant de telles formules: on appelle cela la sarkolepsie. D'ailleurs, la potion marche relativement bien. Et pendant qu'il promet, au cours d'une campagne électorale malsaine, de «moraliser» la finance, les pontes de ce secteur, lesquels ont toujours plusieurs coups d'avance, inventent de nouveaux moyens de nous asservir davantage.

Les opérations de bourse étant entièrement électroniques, plus le dispositif technique (ordinateurs, réseaux, câbles de transmission, etc.) est performant, plus rapides sont les transactions et les échanges, plus importants seront les profits. C'est pourquoi les démiurges de la City de Londres (la place financière de Grande-Bretagne), constatant que le temps de transmission d'un ordre de bourse entre Londres et la bourse de Tokyo est d'environ 230 millisecondes – je répète: 230 millisecondes! –, sont en train de mettre en place des réseaux câblés plus courts que ceux qui existent déjà afin que les ordres s'effectuent à des vitesses encore plus rapides (170 millisecondes!), garantissant des gains encore plus faramineux. Trois projets de dépose de câbles sous-marins sont en lice,



entre 2013 et 2015 (Arctic Fiber, Arctic Link et Polarnet), lesquels traverseront notamment l'Arctique¹. Les coûts sont estimés entre 1 et 2 milliards de dollars.

L'indécence de ces travaux est triple, à cause: 1) de la raison d'être du projet; 2) des dépenses occasionnées (ces investissements seront remboursés sur le dos de qui?); 3) de la démonstration que l'Arctique va assurément devenir une zone où l'exploitation des

ressources (minérales, pétrolières, etc.) ne résistera pas longtemps aux appétits des industriels et des États. Cela concerne notamment l'exploitation des hydrocarbures offshore. La hausse tendancielle des températures locales permet d'ailleurs un accès facilité à ces zones par les supertankers, en ouvrant des voies navigables jadis inaccessibles (quel formidable résumé des ruses du capitalisme...), mais la dislocation plus aléatoire de la banque qui résulte du dérèglement climatique rend plus contraignante l'exploitation de plates-formes offshore; cependant, des techniques ont été mises au point ces dernières années pour remorquer et parquer les icebergs. Ne resteraient donc à l'avenir que quelques verrous juridiques issus des traités internationaux à faire sauter – ce qui ne sera sans doute pas longtemps un obstacle en un temps où le pétrole du Moyen-Orient devient de plus en plus cher. On sait par exemple que la Russie, aux mains du dictateur Poutine, envisage une militarisation de son littoral arctique. Toujours est-il que la première étape d'une industrialisation de l'Arctique passe par la mise en place d'équipements de communication, parmi lesquels ces câbles sous-marins évoqués plus haut. Le capitalisme a des coups d'avance, vous dis-je.

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Jeff Hecht, «Fibre optics to connect Japan to the UK – via the Arctic», *New Scientist*, n° 2856, 17 mars 2012.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



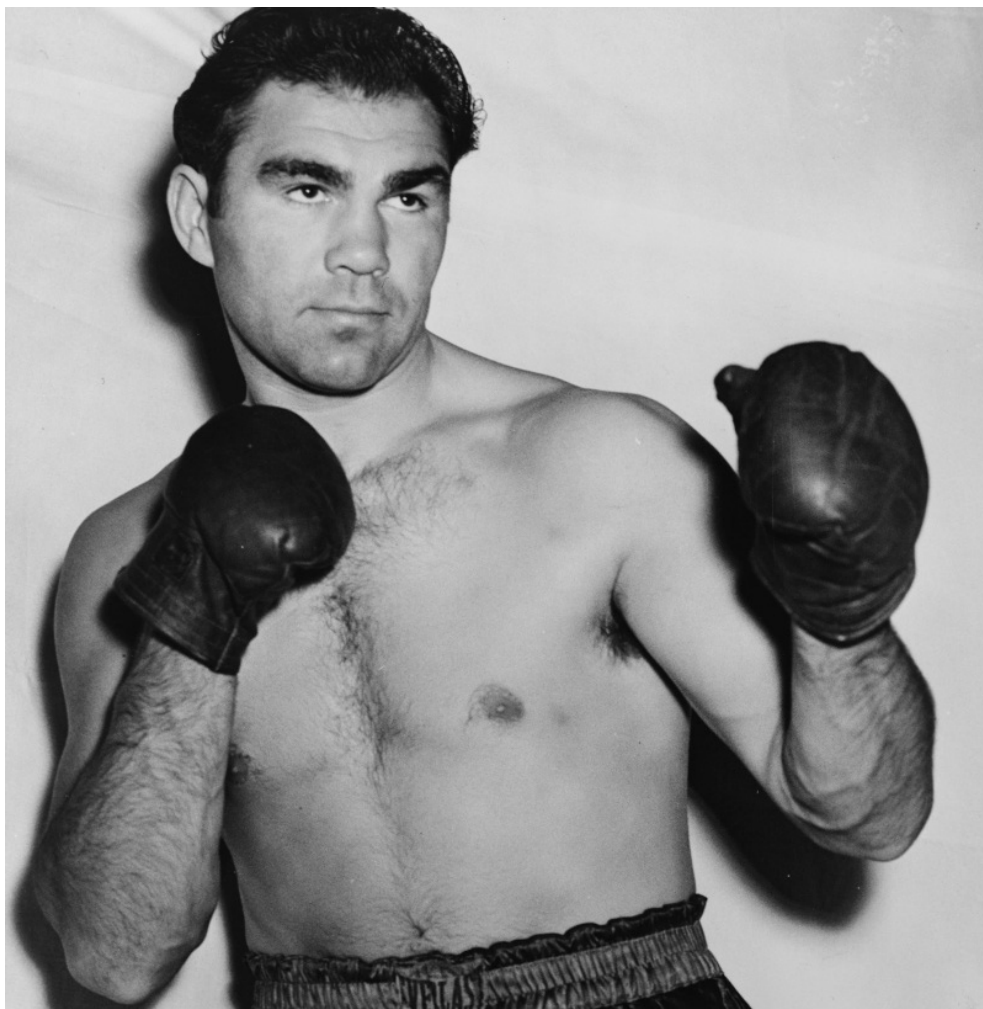
Nouvelles des fronts

« De défaites en défaites, jusqu'à la victoire finale. »
Victor Serge

MOIS DE LA VOYOUCRATIE PATRONALE : Ikea flique son personnel et ses clients, Michelin fraude la sécu en camouflant les accidents du travail, Air Méditerranée délocalise et propose à ses salariés d'aller travailler en Grèce pour 900 euros par mois. Le patron de l'hôtel Mariotte, qui va fermer deux ans pour travaux, promet un accompagnement aux 365 membres du personnel, probablement vers la porte. Que fait Sarko dont le bistrot préféré a été occupé par une bande de désœuvrés et de lève-tard ? La Poste, malgré trois suicides en trois mois, refuse de renégocier son plan de réorganisation du travail qui, au-delà de la mort de quelques-uns, a permis de supprimer plus de 10 000 emplois sur deux ans. *Idem* pour le patron-État qui maltraite ses inspecteurs du travail à coup d'objectifs chiffrés et en a poussé deux outre-tombe. Deux morts dans le sucre en poudre lors d'opération de maintenance dans un silo chez Cristal Union à Bazancourt dans la Marne : maintenance au moindre coût, maintenance de mort.

Quant au dégraissage, il continue sévère. Adecco confirme 500 licenciements de CDI : la vente de bétail humain, ça eut payé. Chez Caddie, en Alsace, 500 emplois dans la mauvaise charrette ; Sernam ex-SCNF, 1 600 emplois menacés, rachat possible par une filiale de la SNCF, Géodis qui en reprendrait 826, allez y comprendre quelque chose. Chez PSA Aulnay, en région parisienne, on va baisser le rideau : 3 300 emplois en carafe ; Albany (textile) en Haute-Vienne, 130 emplois, le patron séquestre les machines, on aura tout vu. Un voyou qui aurait peur de l'autogestion ou du luddisme ? À Cannes, 115 salariés de chez AnsaldoBreda, sous-traitant de la RATP, liquidés et fermeture de l'usine à la clé. Après la Fnac, c'est Virgin le mégastore de la distribution culturelle qui annonce la fermeture de plusieurs magasins. Quant à Alcatel, après plusieurs milliers de suppressions de postes, il gèle les salaires pour 2012.

Sur le front des luttes, le calme de la campagne électorale et la censure des nouveaux chiens de garde apaisent le paysage revendicatif. Grève et réquisitions des personnels aux urgences des hôpitaux de Paris (APHP). Grève pour la dignité des patients entassés dans les couloirs, sans draps, victimes de longues attentes, faute de personnels et de moyens mais aussi par la surcharge des services par tous ceux qui n'ont plus les moyens de recourir à la médecine de ville. Chez Renault, à Cléon, mouvement pour les



salaires, grève à répétition des inspecteurs du permis de conduire éconduits, mais surtout belle et grande grève des éboueurs lyonnais contre la privatisation orchestrée par la mairie PS de la ville (soutien à Hollande comme il se doit). Répression pour insoumission : le syndicat CFDT Maritime Nord, où adhéraient les salariés de SeaFrance, est exclu de la CFDT. Chère que entretient la tradition de sa « maison Maire ».

Dans le voisinage, l'Espagne s'enfoncé dans la misère avec 25 % de chômeurs. Grande manifestation aussi là-bas, sans beaucoup d'effets comme en France pour les retraités ou en Grèce pour la « dette ». Manif contre la réforme du travail qui vise à flexibiliser encore plus le marché du travail espagnol. Ou comment rendre élastique un élastique. Manifestation sans prise verbale mélanchonienne de la Bastille qui, de fait, ne sert pas à grand-chose hormis à dédouaner les organisations syndicales socialement partenaires et les bateleurs populistes. En Italie, Fiat, qui annonce être en surproduction

de 20 % avec les conséquences que l'on peut imaginer, a dû fermer trois usines à cause de la grève des camionneurs. Du stock en moins. En Allemagne, nouvelle grève des aiguilleurs du ciel à Francfort au moment où Lufthansa prévoit de réduire les effectifs dans ses services administratifs et dans son encadrement. Schlecker, chaîne de droguerie, fermera 2 400 magasins sur un total de 5 400, 12 000 emplois seront récurés jusqu'au sang. Au Portugal, nouvelle grève générale ponctuelle contre la misère, toujours sans débouchés, il va bien falloir trouver d'autres moyens d'action, là-bas, ici, ailleurs.

Comme à l'accoutumée, les élections vont passer, les maroquins se distribuer. Les illusions se perdent et les problèmes restent sans solution. Sans solution tant que nous n'aurons pas relevé nos manches.

Hugues

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Sus aux lois scélérates

APRÈS LA MORT DU RESPONSABLE des tueries de Toulouse et de Montauban, la récupération politicienne ne chôme pas pour diffuser son modèle autoritaire. Sarkozy annonce, jeudi 22 mars, un énième renforcement de sa politique répressive sur fond d'«antiterrorisme». Sauf qu'il ne s'agit plus d'un replâtrage, mais ni plus ni moins que d'inscrire dans le code pénal la consultation de sites «extrémistes».

Cette proposition, si elle était votée par le Parlement et validée par le Conseil constitutionnel, instituerait de fait une surveillance généralisée des internautes (sites internet visités, fréquence); soit par l'État, soit par les fournisseurs d'accès, ce qui reviendrait au même. Bref, le flicage total, à faire passer Big Brother (déjà très jaloux) pour un petit joueur.

Sans compter que la condamnation ne porterait plus sur des faits terroristes, mais sur une intentionnalité présumée. Une personne soucieuse des libertés et qui, par exemple, surveillerait régulièrement un site promouvant la haine, pourrait ainsi être condamnée, sans parler des journalistes indépendants.

Jamais un État dit «démocratique» n'a fait adopter une telle loi. La mesure existe certes déjà dans le cadre de la répression de la pédophilie, mais cette disposition n'intervient qu'après coup, souvent par analyse de l'historique de navigation trouvé sur un ordinateur saisi. Ces déclarations sont donc extrêmement graves.

De plus, le flou délibéré des termes employés est pour le moins inquiétant en termes de possibilités répressives: «*Désormais, toute personne qui consultera des sites internet qui font l'apologie du terrorisme ou qui appellent à la haine et la violence sera punie pénalement.*»

Sarkozy ne risquerait-il pas de tomber sous le coup de ses propres imprécations contre la «haine», avec ses propos sur la «viande halal», sur le «trop d'étrangers»? Sans parler de son inénarrable ministre Guéant et de sa petite musique sur la «délinquance roumaine» ou «l'inégalité des civilisations»... Quant à la «violence», nul n'ignore qui en détient actuellement le monopole écrasant. Qui est légalement armé dans ce pays, perpétrant ici ou ailleurs des violences à l'égard des populations? Que dire de l'enfermement et des expulsions, par dizaines de milliers, de personnes dont le seul tort est d'être nées pauvres? Un chef de l'État donnant des leçons sur la «violence», c'est une sinistre farce.

«*Toute personne se rendant à l'étranger pour y suivre des travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme sera puni pénalement.*»

Qu'est-ce que le terrorisme? Ce terme a toujours aussi désigné les adversaires du pouvoir; c'était le mot employé par Vichy contre



les résistants... S'il s'agit de recourir à la violence et à la peur pour imposer une vision par la force, on peut d'ailleurs tout aussi bien dire que l'État, ou encore le capitalisme sont des systèmes sociaux terroristes à l'échelle de la planète. Jamais, en effet, une institution n'aura perpétré, à travers toute l'histoire, autant de morts dans le monde que l'État, et de façon si systémique. En dehors même des guerres atroces que ses crises ont provoquées, le capitalisme est fondé sur les postulats de la compétition généralisée de tous contre tous, sur le profit et l'exploitation institutionnalisés par le salariat, ayant pour conséquences misère et chômage structurels et de masse, mutilations, suicides et morts au travail. Et surtout, rareté instituée des marchandises par le prix et la spéculation, c'est-à-dire la privation délibérée d'une partie de la population mondiale quant à l'accès aux richesses qui existent pourtant suffisamment pour tous. Ce qui condamne des dizaines de millions de gens chaque année à mourir de faim à travers toute la planète, et près d'un milliard de personnes à être en sous-nutrition, quand la planète produit de quoi nourrir deux fois l'humanité toute entière. Ainsi, si Sarkozy se déplace pour rencontrer ses homologues et faire appliquer les désastreuses préconisations du FMI et des banques à des pays entiers, ne tombe-t-il pas sous le coup de ses déclarations sur les «voyages» pour «travaux d'endoctrinement»?

«*Avec le Premier ministre (François Fillon), j'ai demandé au garde des Sceaux (ministre de la Justice) de mener une réflexion approfondie sur la propagation de ces idéologies dans le milieu carcéral.*» On touche là aux sommets de l'ignominie. Qui

n'a eu de cesse, toutes ces dernières années, au mépris de toute dignité humaine, d'entasser toujours plus de pauvres dans ces mouvoirs que sont les prisons françaises si sinistrement réputées en Europe, où peines longues, isolement, humiliations et sévices imposés par l'arbitraire de l'administration pénitentiaire, sont le lot de dizaines de milliers de prisonniers? Sans parler de l'arsenal judiciaire répressif des peines planchers, de la détention préventive, de la répression des mineurs, etc. Quelle politique honteuse mène aujourd'hui tant de taulards au désespoir, à la folie, à la haine, sinon à la mort?

«*La propagation et l'apologie d'idéologies extrémistes seront réprimées par un délit figurant dans le Code pénal, avec les moyens qui sont déjà ceux de la lutte antiterroriste.*»

On touche là au ponpon du flou répressif tous azimuts. Qu'est-ce qu'une idéologie «extrémiste»? Sarkozy comparait, au salon de l'agriculture en 2011, les affiches gentillettes de France-Nature-Environnement aux dérives des extrémistes islamistes. Du coup, cette annonce peut sans nul doute s'appliquer à nombre de personnes, notamment militantes politiques et associatives (Hollande lui-même n'a-t-il pas été critiqué par Sarkozy pour vouloir une «épuración»?) Sans nul doute, en bonne place déjà dans le collimateur, les anarchistes, et plus largement les révolutionnaires. Le simple fait de dénoncer les violences institutionnalisées que sont patriarcat, État et capitalisme, et de défendre la réappropriation sociale des décisions, a toujours conduit à la répression. On le sait, la dénonciation de la propriété privée – sanctifiée par les droits de l'homme riche – constitue un crime impardonnable pour la bourgeoisie et ses défenseurs zélés.

Sans nul doute, si ces annonces étaient appliquées dans les termes aujourd'hui prononcés, il s'agirait non seulement d'un retour aux lois scélérates, mais d'un basculement dans une dictature de type fasciste.

Pour en revenir au tueur de Toulouse et de Montauban, il est évident pour nous que le fascisme, pas plus hier qu'aujourd'hui, ne peut se combattre par le recours à la répression d'État. L'État secrète lui-même, de par sa nature toujours plus autoritaire, la discrimination et la haine, la misère de l'exploitation, la violence instituée. C'est par la lutte pied à pied, au quotidien, contre les violences institutionnelles, et par la solidarité, que nous ferons reculer le fascisme. Et ce qui le nourrit.

Juanito

*Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste*

C'est dur pour les **banquiers**

PENDANT LES PREMIERS JOURS de la révolution espagnole de 1936, les militantes anarchistes du groupement Mujeres Libres investirent de nombreux bordels pour en chasser les «clients» et proposer aux prostituées de changer de vie en se mettant au service de la lutte antifasciste. Beaucoup acceptèrent, et on les retrouva combattant en première ligne, notamment sur le front d'Aragon. Après la victoire de Franco, et sous sa dictature, les maisons closes cessèrent de l'être et, depuis, la prostitution a, si j'ose dire, pignon sur rue en Espagne (pas que là évidemment...) Prostituées, escorts-girls, travailleuses du sexe, etc., il n'est pas question, ici, de discuter de la définition appropriée ou du combat à mener contre la prostitution, mais de relater une grève actuelle d'un caractère particulier dans ce secteur¹.

Les prostituées de luxe de Madrid se sont déclarées en grève du sexe avec leurs clients banquiers jusqu'à ce que ceux-ci acceptent de réinjecter l'argent dans l'économie réelle. La plus grande association d'escorts-girls de luxe de Madrid s'est déclaré en grève totale et illimitée de «services sexuels» avec les banquiers jusqu'à ce que ceux-ci acceptent d'accorder des crédits aux familles, aux Pymes (petites et moyennes entreprises) et autres sociétés espagnoles. L'idée de cette grève est venue de Lucía C. P., prostituée, qui a expliqué, émue, au cours d'une conférence de presse, comment un de ses habitués (banquier) lui racontait que, depuis de nombreux mois, sa seule activité consistait à solliciter des prêts à 1 % auprès de la BCE (Banque centrale européenne) et à transformer immédiatement cet argent en dette publique européenne, en produits financiers spécialisés tels les CDS (Crédit default swap) qui sont des assurances contre le défaut de paiement des émetteurs, et en fonds spéculatifs au taux de rentabilité de 3 à 7 %, et en empochant la différence au passage.

«Un jour, j'en ai eu assez et je lui ai dit : "Ça suffit. Tire-toi et oublie mon con jusqu'à ce que tu te responsabilises dans la société." Au début, mon client a grogné et menacé d'augmenter le pourcentage qu'il me prenait sur mon compte et mes opérations bancaires, mais finalement il a cédé et, trois jours plus tard, il est revenu avec un acte notarial prouvant qu'il avait accordé un crédit à une Pyme (PME), ainsi qu'un prêt pour l'achat d'un véhicule utilitaire à un particulier. C'est ainsi que j'ai réalisé que nous pouvions contribuer à ce que le crédit soit débloqué.»

Et donc le mouvement de grève a commencé le 19 mars. La Confédération bancaire



(espagnole) a demandé officiellement la médiation du gouvernement pour mettre fin le plus tôt possible à ce conflit. Mais le ministère de l'Économie et des Finances reconnaît que le manque de législation concernant ce «secteur d'activité» rend très difficile l'intervention du gouvernement dans cette affaire. Les prostituées le reconnaissent : «De fait, il n'y a pas eu de déclaration officielle de grève, mais l'exercice de notre part, du "droit d'admission" qui nous permet de refuser l'entrée de notre lieu de travail. Ce qui fait qu'il n'y a pas de négociations officielles.»

Ana M. G., porte-parole de la corporation, a tout de même rappelé que les négociations officieuses, avec le gouvernement, le Frob (Fond de restructuration du secteur bancaire), et la Banque d'Espagne, pour que le secteur bancaire recommence à financer l'économie réelle, ont échoué. Mais elle ajoute : «Nous sommes les seules en capacité de pouvoir faire pression sur le secteur bancaire. Nous en sommes à huit jours de grève et nous pensons qu'ils [les banquiers] ne vont pas pouvoir tenir longtemps. Il y a bien quelques lamentables tentatives de leur part de se faire passer pour des ingénieurs ou des architectes, mais qui ne trompent personne, parce qu'il y a longtemps que les membres de ces professions ne sont plus capables de payer des tarifs qui démarrent à 300 euros de l'heure.»

Une proposition a été faite de la part du secteur bancaire proposant d'intercéder auprès du gouvernement afin de régulariser la situation des prostituées par rapport au régime général de la sécurité sociale, et le

maintien, pour elles, de l'assistance médicale gratuite, malgré les coupes budgétaires effectuées dans le secteur de la Santé. Peine perdue. Les prostituées ont refusé ce qu'elles ne demandaient pas. Ce qu'elles veulent, c'est que les banques recommencent à faire ce qui est une de leurs fonctions, à savoir financer l'économie réelle concernant les gens moins fortunés qu'elles. «Cette grève continuera jusqu'à ce que professionnels, entreprises et familles puissent de nouveau avoir accès au crédit.»

Et l'association des prostituées a informé les médias que les banquiers ont sollicité auprès d'elles, en gage de bonne volonté, que, durant les négociations, elles assurent un service minimum (on copie Sarkozy ?) : accompagnements pour des événements, dîners, soirées, fellations sans qu'elles aient à se dénuder entièrement... Ce service minimum ne concernerait que la haute direction des divers établissements bancaires (ça fait quand même du monde !) ainsi que les traders soumis à un grand stress professionnel qui aurait conduit à de mauvaises décisions, provoquant par exemple une baisse du prix mondial du maïs de 4 % pendant plusieurs mois, entraînant une perte de centaines de millions pour les banques (à quoi ça tient l'économie capitaliste... Non, ceci n'est pas une pipe !)

Mais la porte-parole des prostituées reste ferme et ironise : «Il n'y aura aucune concession. Tant qu'on ne nous écouterait pas, les cuisses resteront serrées et les culottes mises. S'ils sont si désespérés qu'ils se jettent sur leurs épouses.»

Nous sommes évidemment loin de la grève insurrectionnelle ; il ne s'agit pas de miliciennes du Front d'Aragon, mais de prostituées de luxe d'aujourd'hui ou, selon la nouvelle terminologie, de travailleuses du sexe (syndiquées ?). Mais leur initiative met l'accent sur une prise de conscience de tous les secteurs d'activité quant au rôle joué par les banques et la finance. Pas étonnant, donc, que dans une Espagne qui s'enfonce dans la crise, le mot grève soit actuellement l'un des plus prononcés.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Le site : elblogdelomalaqueeres.wordpress.com

Le néostalinisme à la française

Thomas Feixa

Louis Janover

Monique Janover

L'HISTOIRE N'EST SOUVENT QUE TROMPE-L'ŒIL, et le mensonge «l'activité la mieux partagée» (Pierre Miquel) quand on oublie de mesurer quel a été l'enjeu de la lutte, et quels en furent les véritables protagonistes. L'œuvre des partis uniques et des régimes se réclamant du marxisme n'avait qu'un seul but, et ils l'ont menée avec une obstination et une conscience qui leur venaient de leur fonction d'origine : la destruction du mouvement révolutionnaire au nom des valeurs de la révolution et du communisme, l'éradication de toute pensée d'émancipation du mouvement ouvrier, la terreur contre les opposants érigée en méthode de gouvernement et ciblée de manière à prévenir les récidives. Là où le stalinisme et ses intellectuels ont passé, l'herbe de la révolution ne doit pas repousser ! Car leur ombre mortifère s'étend bien au-delà du cycle de répression que l'on pourrait dire crucial, et ils ont eu les moyens et le temps d'assurer leurs arrières.

Leur système de pensée est le produit de tous les sophismes destinés à justifier cette culture d'inquisition, à éliminer la critique et les critiques. Paradoxalement, la chute de l'URSS, qui intervient longtemps après l'écrasement au long cours de toute opposition radicale, leur a ouvert un nouvel espace pour imprimer dans les esprits leur propre interprétation des événements, et le faire dans les termes mêmes qui ont été ceux de leurs falsifications. Ils se sont emparés des témoignages d'hier pour en détourner le sens et les faire parler à l'envers de ce qu'ils nous apprennent.

Toute la casuistique repose sur cette erreur de perspective qui fausse le regard que nous portons sur le passé. André Breton avait parlé, à propos des procès de Moscou, de «la plaie la plus effroyable des temps modernes». «Je sais bien, ajoutait-il, que la guerre a passé, demeurant l'oubli. Je ne m'en étonne et ne m'en épouvante pas moins d'observer qu'il est généralement passé outre à cette iniquité monstrueuse, qu'elle ne discrédite et ne souille pas, à tous les yeux, qui l'a commise.»

Or, qu'en est-il aujourd'hui de cette blessure inguérissable ? Qu'en est-il de cette plaie ? Comment opèrent aujourd'hui ces intellectuels pour passer outre cette iniquité ? L'idée même que ses effets ne seraient pas un des

ressorts de l'histoire politique vivante, cette idée constitue le premier des «mensonges déconcertants» du XXI^e siècle, celui qui ferme l'horizon des luttes. Ce n'est plus la guerre mais l'effondrement des régimes du communisme réellement inexistant qui a démesuré l'oubli, de sorte, pour le dire sous forme de paradoxe, que l'oubli est devenu une partie même de la mémoire. Il fallait soustraire l'évocation de ce passé au jugement du présent pour changer la nature du mensonge et tenir compte du nouvel environnement pour continuer l'œuvre de destruction du mouvement révolutionnaire.

Que sont les «staliniens» d'hier devenus ? Qui sont les «néostaliniens» d'aujourd'hui ? C'est une culture de la contre-révolution qui domine les esprits, savant amalgame des «ismes» disparus dont les idées, refondues dans un même creuset, instillent l'amnésie dans le cerveau des vivants afin d'éviter que le retour à la mémoire des éléments d'une véritable pensée critique n'éclaire leur véritable fonction. Stalinisme, castrisme, maoïsme, autant d'étapes sur le chemin d'une contre-révolution qui aboutit aujourd'hui à un néostalinisme fonctionnel, avec le trotskisme, et ses incroyables contorsions, pour transiter d'une rive à l'autre.

Comme aucune réflexion radicale ne s'est imposée, que le recours au passé est privé de tout pôle de référence, et que l'intelligentsia passée par ces «ismes» a partout essaimé, on a assisté à la sélection hiérarchique de ce que nous livraient les archives, prélude à une réhabilitation rampante du stalino-maoïsme marquée par la reprise d'une rhétorique manichéenne qui fit florès en son temps, système de comparaison destiné à établir une échelle de valeurs à géométrie variable, une grille de «bonus-malus», qui permettra de faire entrer les «crimes» du stalinisme dans une perspective historique nouvelle et de mesurer le passé à cette aune. Ainsi va naître le néostalinisme qui trouve aujourd'hui son accomplissement dans la situation créée par la disparition de toute revendication de gauche dans ce qu'il est convenu d'appeler la gauche. Le PC peut ainsi réinvestir l'espace et reprendre la place laissée vacante. Plus que d'un

modèle positif, toujours susceptible de décevoir ses attentes, c'est un modèle négatif que le néostalinisme a forgé pour légitimer ses jugements.

Ce procédé, utilisé dès le départ par les bolcheviks pour dissiper les doutes, puis raffiné par les staliniens pour discréditer les opposants tout au long de leur histoire, on le retrouve désormais pour occulter toutes les questions gênantes et renvoyer la balle à ceux qui auraient le mauvais goût de les poser.

Évoque-t-on devant Alain Badiou, néostalinien de service, le nombre de victimes du communisme et le mur de Berlin ? Mais «on construit aujourd'hui des murs partout, en Palestine, au Mexique, avec un nombre de morts qui rivalise avec leurs équivalents communistes» (Libération, 27 janvier 2009). Nous risquons d'oublier qu'un mouvement dont les réalisations se réclamaient de l'émancipation humaine était l'«équivalent» dans l'horreur des régimes d'oppression !

C'est par cette inversion radicale des données historiques et théoriques du communisme que s'est opérée la synthèse de tous les «ismes» totalitaires pour donner naissance à un néostalinisme culturellement et électoralement présentable et surtout représentable. Cette défense et illustration du stalinisme à usage du XXI^e siècle continue d'être la pensée radicale de la contre-révolution que l'intelligentsia «communiste» a portée jusqu'à nous. Contre-révolution unique dans l'histoire, puisque préventive car elle s'est fixé pour tâche d'extirper l'idée même d'émancipation des luttes ouvrières et, de ce fait, ne se prive pas d'utiliser à son profit les critiques pour les détourner de leur finalité radicale.

Pas un mot, pas une référence qui ne soit adultération éhontée de tous les «éléments de culture» qui ont défini dans l'histoire ouvrière le «communisme». «L'hypocrisie de la dénomination» dont parle Heine consiste ici à faire en sorte que la comptabilité des cadavres serve à relativiser les monstruosité commises dans son propre camp au motif que les voisins et rivaux ne sont pas moins pourvus dans ce domaine. Revoir à la baisse les «crimes» du stalinisme en les faisant entrer dans une perspective historique nouvelle, et changer ainsi le

regard que l'on porte sur le présent de ceux qui ont collaboré à ces entreprises, fût-ce en fermant les yeux — tel est le révisionnisme de fond qui a permis aux spectres du stalinisme de revenir hanter notre monde sans avoir à s'expliquer sur leur identité. Dans ce domaine aussi rien ne se crée, rien ne se perd, bien que les «ex» s'évertuent à nous convaincre du contraire!

Vous avez dit tortures, exécutions, massacres, corruption, exploitation, système concentrationnaire? Certes, le «communisme» n'a pas été innocent de crimes et délits sans nombre, mais attendons la fin. Tournons la page, et cette histoire ne se lit plus au présent et ne concerne plus les apparatchiks du Parti lui-même. Le passé a disparu sans laisser de traces sur le Parti et le PC récusé toute responsabilité dans les exactions commises par les partis frères. Néanmoins, en raison de la proximité de cette histoire, le PCF, trop marqué par son allégeance à Moscou et par ses virages politiques, devra attendre de trouver un panneau de protection afin d'espérer se refaire une santé électorale — avec la promesse d'une récupération des sièges et des prébendes perdus. Sans cet écran de sécurité, impossible de réapparaître sur la scène de l'histoire avec les habits neufs de l'innocence retrouvée.¹

Avec l'instant Mélenchon toute l'histoire de la contre-révolution menée depuis des décennies par le PC et ses compagnons de route, consentants ou obligés, peut enfin cristalliser ses formules et trouver son nouveau centre de gravité dans la gauche. Sa rhétorique est calquée sur celle du stalinisme d'antan, mais elle en a déplacé opportunément les signes de manière à neutraliser toute résonance critique inopportune et à tourner les regards vers des lendemains électoraux radieux. Qu'on prenne un à un les mots d'ordre et les revendications que le PC a glissés dans les affiches et proclamations du Front de gauche et l'on verra qu'il s'agit d'une mise à jour des pires clichés de la propagande du temps où le Parti était roi, propagande revue et corrigée en fonction des nouveaux enjeux du pouvoir. L'insurrection par les urnes! L'insurrection citoyenne! Prenez le pouvoir! Place au peuple! Reprenons la Bastille! Faisons payer les banques, pas les peuples! Fatigués de payer pour les riches! Taxer les riches! Les murs ont la parole, mais qui la leur donne?

Si l'on y va voir sans œillères, on se rend compte que ces coups de menton à double sens sont autant d'artifices de la plus pure eau démagogique, de simples effets d'annonce. Pour la première fois, toutes les revendications et tous les mots d'ordre à connotation radicale sont décrédibilisés, voire ridiculisés.

La présence du FN va permettre au PC, désinhibé et décomplexé, de renouer comme si cela allait de soi avec la rhétorique anti-impérialiste de la belle époque, celle où tout opposant était accusé de faire le jeu des fauteurs de guerre américains ou des partisans de



l'Europe du capital. Quand une journaliste complaisante tendra le micro au grand tribun du peuple de gauche, le même disque sera repassé, avec coupures des passages qui risqueraient de faire entendre aux oreilles averties un autre son de cloche.

Le FN ayant accusé «le candidat des communistes» de s'allier à un parti coupable d'avoir «du sang sur les mains jusqu'aux coudes», la réponse sera à la hauteur du défi: «[...] Je suis très fier d'être le candidat du Parti communiste français et d'autres formations, mais du Parti communiste français... Alors, est-ce que les communistes ont du sang jusqu'aux coudes? Oui, le sang de l'envahisseur, le sang des nazis, le sang de tous ceux qui leur ont tapé dessus chaque fois qu'ils ont défendu la liberté.» Question: «Et le sang du goulag?» Jean-Luc Mélenchon: «Vous connaissez un Français qui a été... qui a gardé un goulag en Union soviétique? Allons, allons, allons. Notre liberté, à vous et à moi, nous la leur devons, pas qu'à eux, mais aussi à eux... par conséquent...» (C Politique, France 5, 11 mars 2012).

Les partisans de Le Pen seraient donc les seuls à renvoyer le PC à son histoire... sanglante? Et l'ex-trotskyiste-socialiste Mélenchon, politicien chevronné, ignorerait-il, par exemple, quel fut le rôle du «boucher d'Albacete», le Français André Marty, dans la mise à mort de la révolution espagnole? Ou celui de Jacques Duclos, fidèle serviteur du Kremlin et représentant d'un parti fier d'être nommé stalinien et dont les membres ne pouvaient effectivement être gardiens du goulag puisqu'une de leurs fonctions était d'en nier l'existence, d'étouffer les cris des innombrables victimes et de lui permettre ainsi de prospérer?

Exit le socialisme réellement existant et ses mirages, mais ce qui lui a donné naissance ne disparaît pas pour autant; non plus que la col-

laboration d'une armée de scribes qui, revenus de leurs pérégrinations militantes, imposeront leur propre vision du communisme et de la révolution — calquée sur les stéréotypes du totalitarisme!

Le Front de gauche et son tribun vont offrir au Parti ce qu'il ne pouvait espérer. Grâce à ce porte-voix et à ce prête-nom, le PC a réussi un véritable aggiornamento qui est de rester pareil à lui-même en se présentant pour ce qu'il n'est pas et ne peut être en raison même de son passé. En se prêtant à cette délégation de pouvoir et d'image, il peut offrir sous label de gauche tous ses acquis, à savoir les acquis d'une contre-révolution désormais suffisamment détachée de l'histoire pour que ses plus hauts faits d'armes contre-révolutionnaires ne disent plus rien au présent.

Avec de tels représentants, nombre des spectres que l'on croyait disparus avec le monde qui les avait fait naître se réveillent ainsi d'entre les morts et se déploient au grand jour et les revoilà parmi nous, mais habillés de telle sorte qu'ils ne répondent plus de leur ancienne identité. L'aube dissout les monstres? A moins qu'ils ne profitent de sa lumière encore indécise pour se glisser parmi les vivants!

Tout est fait pour nous aider à oublier, ou faire passer pour quantité négligeable, les conséquences qu'ont encore sur notre monde ce que le Parti de la contre-révolution permanente entend occulter. Quand les manifestations réveillent la mémoire, ses organisateurs prennent soin de nous ramener à une période défunte pour faire revivre les anciennes dates, les anciens noms, et les cadavres que l'on croyait depuis longtemps tombés en putréfaction reprennent vie. Les réminiscences sont là pour recouvrir d'un voile héroïque les trivialités des ambitions et des propos, mais aussi, mais surtout, pour que la confusion s'installe dans les esprits.

La reprise de la Bastille le jour de la proclamation de la Commune de 1871, c'est l'évocation de deux événements qui s'annulent; et l'occasion d'offrir à un électorat dont la seule boussole est l'antisarkozysme la parodie d'une manifestation révolutionnaire, avec, en tête du cortège, les acteurs dans l'ordre requis par la distribution actuelle des rôles: Mélenchon, poussé en avant par les grands ordonnateurs de cette nouvelle comédie historique, les seuls à en contrôler la logistique; Marie-George Buffet, Pierre Laurent, Clémentine Autain, un peu en retrait pour ne pas capter l'attention, en attendant de reprendre la main, et les véritables places.

Le néostalinisme sait prendre son temps.

T. F., L. J et M. J.

1. Voir Thomas Feixa, Louis Janover, Monique Janover, *Élection contre Démocratie, Rodez la Rouge*, hors série, mars 2012.

Encore une grève générale



Manifstation du 29 mars 2012 à Barcelone

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

NOUS VOUS ENTRETENONS régulièrement dans *Le Monde libertaire* de la situation sociale et politique espagnole¹. C'est qu'au-delà des Pyrénées le mouvement anarcho-syndicaliste, même s'il est loin d'avoir la même influence qu'avant la Guerre civile (1936-1939), représente encore aujourd'hui une certaine force dans le mouvement syndical (la troisième derrière les CCOO et l'UGT²). Depuis des semaines la CNT, la CGT et SO³ organisaient des actions pour pousser vers l'organisation d'une grève générale contre les mesures antipopulaires envisagées par le nouveau gouvernement (de droite) dirigé par le Premier ministre Mariano Rajoy. Il faut préciser que ces mesures dirigées contre les travailleurs avaient largement été initiées par le précédent gouvernement «socialiste» de Zapatero. En deux ou trois ans, la situation économique espagnole a été bouleversée. Ce qu'on qualifiait jadis de «miracle espagnol» est devenu un véritable cauchemar : une crise immobilière doublée d'une crise financière ont révélé, si besoin était, le vrai visage du capitalisme. On connaissait déjà (comme en Grèce ou en Italie par exemple) la signification du terme *mileuristas* (ceux ou celles qui ne gagnent que mille euros par mois). Ces *mileuristas* sont désormais devenus des *nimileuristas* (qui ne gagnent même pas mille euros), ou en abrégé, des *nimis* (*ni mismo* : même pas). Les détenteurs d'un emploi, même précaire, vont bientôt être considérés comme de grands privilégiés dans un pays qui compte

près de six millions de chômeurs : 23 % de la population active (50 % chez les jeunes).

La «réforme» proposée par Mariano Rajoy (en attendant les suivantes) va accentuer la précarité. Six cent trente mille suppressions de postes devraient être le résultat pour l'année à venir, de la mise en œuvre de cette réforme : «*Ils ne veulent pas des travailleurs, ce qu'ils veulent c'est des esclaves*» est un des slogans les plus entendus dans les cortèges. On comprend aisément l'émoi suscité dans la classe laborieuse. Pour faciliter ces suppressions de postes, une série de mesures a été spécialement concoctée, comme la possibilité pour une entreprise qui voit son chiffre d'affaires baisser trois trimestres consécutifs de licencier du personnel sans autre motif, ou de baisser les salaires afin de répondre aux impératifs de compétitivité, productivité, réorganisation technique...⁴

Jusqu'à présent l'UGT et les CCOO avaient entériné les dispositions du patronat (refusées par les syndicats alternatifs), mais devant l'ampleur des atteintes envisagées à la législation du marché du travail, ces deux organisations réformatrices se sont également décidées à appeler à la grève générale le 29 mars.

Il s'agit de la huitième grève générale depuis la fin de la dictature franquiste. Objectif : stopper la réforme concoctée par le gouvernement de Mariano Rajoy pour répondre aux injonctions de Bruxelles. Rajoy et son parti (Parti populaire, qui n'a de

populaire que son nom et est l'équivalent de notre UMP nationale) avaient annoncé avant la grève que quelle que soit son ampleur, il maintiendrait son projet, tout comme l'avait fait il y a un an le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) alors au pouvoir. PSOE amnésique, qui cette fois a appelé à la grève pour protester contre ce type de mesures qu'il avait lui-même imposées.

Il faut être bien conscients (et même les syndicats réformatrices le sont) qu'il s'agit pour la société espagnole du plus grand recul pour la démocratie depuis la période dite de «transition». Le gouvernement affirme lui que cette nouvelle réforme du travail favorisera l'embauche puisque les patrons ne craindront plus les contraintes liées aux conditions de licenciements en cas de difficultés de l'entreprise (on connaît le refrain). C'est évidemment le contraire qui va se produire : augmentation des licenciements, et en cas d'embauche, conditions précaires et salaires à la baisse. Le patronat en salive d'avance !

Face à cela, impossible cette fois pour UGT et CCOO de se défilier. Malgré des accords honteux signés ces dernières années, malgré le service minimum entré en vigueur (par exemple dans les transports publics), l'appel à la grève a donc finalement été lancé... et entendu. Bien sûr, comme d'habitude (comme chez nous), la guerre des chiffres fait rage : 800 000 grévistes pour les organisateurs, dix fois moins pour les autori-

tés, mais il y a un autre moyen de vérifier que cette grève a été très largement suivie, c'est la consommation électrique du pays ce jour-là : le 29 mars elle a baissé de 16 % en moyenne, soit la consommation habituelle d'un jour férié.

Il est toutefois intéressant de se pencher sur les chiffres par activité et par région. Le pourcentage total de grévistes semble tourner autour de 77 %. Dans les administrations seulement 57 % (suivant les syndicats) ou 17 % (suivant les autorités). Par contre, on arrive à 97 % dans l'industrie, 95 % dans les transports, 70 % dans les services, 90 % dans l'industrie automobile (notamment chez PSA-Citroën). Seat, Nissan, Yamaha, etc., étaient bloqués non du fait de piquets de grève, mais parce que l'immense majorité des travailleurs ont cessé le travail. Autres secteurs complètement bloqués : la pétrochimie, l'agroalimentaire et l'aéronautique (EADS), qui comptait à elle seule 8000 grévistes. Mouvement également suivi évidemment dans l'éducation : 70 % dans les écoles publiques et 45 % dans les établissements privés.

On a pu comptabiliser plus d'une centaine de grandes manifestations dans tout le pays mais surtout dans les régions les plus industrialisées, et les communautés les plus peuplées (communautés catalane, madrilène, andalouse, basque, valencienne). Si l'on regroupe les chiffres, on trouve le Pays basque en tête avec un taux de participation à la grève de 95 %, la Navarre et la Galice 90 %, les Asturies 89 %, la Catalogne 82 %, l'Andalousie, Madrid et Valence 76 %. À Barcelone, qui a connu le plus grand défilé (275 000 manifestants), regroupant grévistes, chômeurs, retraités, étudiants, victimes expropriées par les banques, travailleurs du secteur public qui subissent leur troisième baisse de salaire, la grève n'a cessé de s'étendre tout au long de la journée car des travailleurs qui ne faisaient pas grève pour ne pas perdre une journée de salaire, ou par peur de perdre leur emploi, ont rejoint dès la fin de leur travail les manifestants. Le porte-parole du CIU⁵, qui avait commencé par minimiser le mouvement, a été contraint d'admettre le succès de celui-ci et de déclarer « comprendre le malaise citoyen qui s'exprime dans la rue ». Ça a dû lui arracher la gueule de dire ça, notamment parce que la situation a quelque peu dégénéré au long de la journée : deux cents containers brûlés, vitrines d'établissements financiers brisées, incendie d'une cafétéria Starbuck's, et mêmes barricades dans le centre-ville. Les « troubles » ont duré de 13 heures à 21 heures et ont été d'une extrême violence : une centaine de blessés dont soixante-dix policiers (eh oui, c'est pas toujours les mêmes qui morflent !) et également 176 arrestations.

La ministre du Travail, Fátima Báñez, avait affirmé par avance : « La réforme du marché du tra-



vail sera appliquée et le gouvernement maintiendra son calendrier des réformes à venir. » Face à cette déclaration provocatrice, les syndicats, au vu de l'ampleur du mouvement de protestation, répliquent que le conflit social va s'amplifier et donnent rendez-vous pour les défilés du 1^{er} mai. L'UGT propose une nouvelle fois l'ouverture de négociations, sans obtenir la moindre réponse du gouvernement. Les syndicats alternatifs, eux, proposent de pousser l'avantage des grévistes sans attendre le 1^{er} mai. (Une grève par mois, nous savons quoi en penser au vu de ce qu'ont donné en France les journées d'action hebdomadaires contre la réforme des retraites de Sarkozy.) Fátima Báñez, toujours elle, y est allé de son couplet apaisant en direction des réformistes : « Les syndicats sont des acteurs très importants dans la recherche de solutions aux problèmes de ce pays, et je crois en leur responsabilité pour donner le meilleur d'eux-mêmes. » Pourquoi alors ne pas les écouter ? Pourquoi ne pas entendre les manifestants hurler : « Comme ça, comme ça, pas un pas en arrière, contre la réforme, grève générale. »

La situation est douloureuse pour les Espagnols qui s'entendent dire que leur pays doit réduire en deux ans les dépenses publiques de 55 milliards d'euros, alors que leur pays entre dans une période de récession. Pari impossible à tenir mais qui va permettre à la droite d'en profiter pour attaquer frontalement toutes les conquêtes ouvrières obtenues depuis un siècle. On assiste déjà (comme en Grèce) à un exode qui s'accélère des jeunes diplômés qui veulent aller voir

ailleurs si le capitalisme est plus clément pour eux. On connaît la réponse : l'exploitation de l'homme par l'homme n'a toujours pas de frontières. Le prolétariat non plus. Il convient donc de ne pas céder un pouce de terrain contre ces fossoyeurs des conquêtes ouvrières. Les manifestants espagnols s'adressent à leur chef de gouvernement : « Mariano, Mariano, tu ne tiendras pas jusqu'à l'été. »

Et ici ? On attend sagement les élections ? On y croit, ou on se prépare à l'après mai 2012 ? Car quelle qu'en soit l'issue, on connaît le nom du perdant : la classe ouvrière. On peut déjà être sûr qu'un wagon de mesures pour continuer de nous faire payer leur crise est déjà prêt. Reste à savoir qui va se charger de vouloir nous les imposer. L'Espagne aujourd'hui, la France bientôt ? À nous de ne pas écouter les sirènes électorales et de nous battre. Car comme toujours, nous n'aurons que ce que nous prendrons. **R. P.**

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1643, 1649, 1650, 1662, 1665.

2. Commissions ouvrières et Union générale du travail.

3. Confédération nationale du travail, Confédération générale de travail et Solidarité ouvrière.

4. Voir *Le Monde libertaire* n° 1661.

5. Convergència i Unió : parti catalan (pour ne pas dire catalaniste) de droite.

La triste fin des nomades

P. Pellicer

Avec l'aide de B. Siangphro

EN THAÏLANDE, la sédentarisation des derniers nomades est presque achevée. Aboutissement d'un long processus d'intégration à marche forcée, vu par l'État comme un impératif logique.

La Thaïlande moderne, « monarchie constitutionnelle militarisée¹ », est issue d'une longue tradition de centralisme autoritaire menée depuis des siècles par une monarchie tirant sa légitimité de la religion bouddhiste theravada. En 1932, le passage à une monarchie constitutionnelle répond à la volonté du trône de maintenir son pouvoir dans un contexte mondial changeant. C'est la naissance d'un virulent nationalisme thaïlandais, avec pour valeurs monarchie, nation et religion.

Jusqu'au début du xx^e siècle, l'idée de nation thaïlandaise est inexistante. Le Siam est alors composé d'un ensemble de *mueang* (cités) relativement autonomes vis-à-vis du pouvoir central. Il compte diverses populations vivant en plaine (Thaïs, Mons, Khmers, Lao, etc.), sans revendications identitaires, majoritairement bouddhistes, et vassales des *chao* (seigneurs); les autres, peuplant montagnes et forêts – zones impropres à la vie de civilisés bien administrés, domaines des bêtes sauvages et des esprits maléfiques –, intéressent relativement peu le pouvoir, sauf pour certains échanges commerciaux, et lors d'occasionnelles razzias esclavagistes, quand les besoins en main-d'œuvre des *chao* se font sentir.

Le concept de nation répond aux nouveaux objectifs de l'État: contrôler ses frontières, protéger son territoire face aux velléités des puissances étrangères, se développer économiquement.

Mlabri, Maniq et Mokens, peuples nomades aux modes de vie distincts, évoluent dans cette configuration jusqu'à l'intensification du processus de construction nationale après les années 1950. Sociétés sans État, sans classes sociales, largement pacifiques, organisées en très petits groupes, elles entretiennent peu de liens avec le monde sédentaire et n'ont jamais représenté de menace pour un État moderne devenu puissance régionale.

Les Mokens nomadisaient traditionnelle-

ment entre les centaines d'îles de la mer d'Andaman, territoire maritime que se partagent aujourd'hui Myanmar et Thaïlande.

Dix-mille au début du siècle, seuls quelques centaines d'entre eux ont préservé jusqu'à ce jour leur mode de vie nomade – essentiellement au Myanmar. En Thaïlande, ils sont pour la plupart sédentarisés dans les quelques villages de « regroupement » du sud du pays, créés par le gouvernement pour éviter la « dispersion » en petites communautés.

J. Ivanoff, autorité en la matière, les décrit superbement comme un peuple de pêcheurs pauvres, inoffensifs, fuyant la civilisation, n'accumulant rien et refusant délibérément les innovations techniques à leur portée².

Sur la petite île de Koh Lao, au large de la ville portuaire de Ranong, le visiteur est frappé par la déchéance et le désespoir – habituellement peu visibles en Thaïlande – qui frappent ce petit village d'anciens nomades, pas encore transformés, comme ailleurs, en vendeurs de babioles pour touristes.

Les pêcheurs du coin qualifient les Mokens de « paresseux »: incompréhension classique de sédentaires incapables de concevoir les traumatismes qu'engendre, pour des nomades, la sédentarisation. Perte de repères, misère noire: la situation n'est pas sans rappeler ce que vivent certains Tsiganes d'Europe ou Aborigènes d'Australie.

On ne construit plus les bateaux traditionnels qui vogaient d'île en île et constituaient, comme les roulottes des Manouches, l'élément central de la vie nomade. Des montagnes de déchets et de débris de verre se sont formées sous les maisons financées par le gouvernement et sur les plages « paradisiaques » de Koh Lao.

Quelques jeunes volontaires gouvernementaux ou d'ONG convoquent les villageois pour une réunion. On les écoute de loin, l'œil vide, débiter quelques conseils sur la manière dont il faut vivre. La « discussion » ne soulève aucune question, aucun commentaire, ni le moindre intérêt parmi les nouveaux villageois présents. Torpeur généralisée.

Tout se clarifie lorsqu'on discute avec les volontaires: leur connaissance du patrimoine culturel moken est faible, le questionnement

autour de la perte du nomadisme, de ses effets, ou des difficultés d'adaptation à une vie sédentaire jamais choisie, inexistantes.

Les programmes publics ou non gouvernementaux exigent des résultats quantifiables. Qu'importe leur intelligibilité pour les principaux concernés. Du pragmatisme, des chiffres: les donateurs aiment se croire utiles.

On tente donc de pallier les principales manifestations d'une misère que personne ne s'explique et de favoriser l'intégration des Mokens dans la société thaïlandaise.

Pas ici de quoi se réjouir: dire que la Thaïlande est peu encline à l'acceptation de particularismes culturels relève de l'euphémisme. Les minorités sont absentes de l'histoire officielle, vaste opération de culte monarchique et de propagande nationaliste.

On ne s'étonnera donc pas d'observer sur l'île un autel dédié au Dieu-Roi des Thaïs – premier projet, avec les maisons, à avoir bénéficié des financements publics alloués au village.

Apatrides (le gouvernement thaïlandais hésite depuis des années à accorder la citoyenneté à des nomades dont elle connaît mal l'origine), les Mokens de Koh Lao ne peuvent se déplacer loin de leur île sans risquer arrestations et tracasseries administratives qui les dépassent.

En mer, les cas d'esclavage sur les bateaux de pêche sont nombreux, les disparitions fréquentes. L'île compte quarante-trois veuves pour deux cents habitants.

Dans les villages de la côte, les maux, auparavant inconnus, qui frappent les ex-nomades se nomment alcoolisme, drogues, chômage, violence.

Si de nouvelles dynamiques existent, via la mixité avec des populations sédentaires proches, la tendance, partout, est à la disparition du nomadisme et à l'intégration forcée (et difficile). Comble majeur, pour un peuple dont le mode de vie consistait, jusqu'il y a peu, à se tenir aussi loin que possible de l'État et de ses institutions.

« Vendredi, les Mokens fêtaient Lorbong, leur cérémonie annuelle pour les esprits des ancêtres. Cette année, il était prévu que s'y joignent une multitude de visiteurs – ONG,

équipes de télévision et politiciens –, tous poussant des clameurs pour exposer leur programme, applaudissant l'une des communautés les plus exceptionnelles de Thaïlande, tout en essayant de ficher, de contrôler, de harceler et de mener les gitans de la mer de Ko Surin à l'extinction culturelle⁴.

Les Maniq : «êtres humains»

Les Maniq vivaient depuis des temps immémoriaux en petites communautés de chasseurs-cueilleurs nomades, dans les forêts primaires de la Péninsule malaise (dont fait partie la Thaïlande méridionale). Ils descendent des groupes austro-mélanésiens ayant peuplé la région bien avant les Malais ou les Thaïs. En Malaisie, on les regroupe, avec d'autres peuples aux origines proches, sous le nom d'Orang Asli («aborigènes»). Chose inconcevable en Thaïlande, où le pouvoir fonde la construction nationale sur la notion d'homogénéité culturelle (ethnique, linguistique et religieuse)⁵. Pas d'histoire de la Thaïlande autre que celle des Thaïs, unis autour des valeurs du bouddhisme theravada et de la monarchie.

Les Maniq, comme les Mokens, sont regroupés dans des villages facilitant le contrôle administratif de l'État. Plus question de nomadiser dans les forêts primaires, jusqu'en Malaisie du nord. Il existe aujourd'hui des frontières, dont il convient de tenir compte. Comme ailleurs, aux peuples minoritaires ayant fait de la nature sauvage leur lieu de vie, on ordonne de «s'adapter» : cultiver la terre, vendre leur force de travail aux propriétaires de plantations (hévéa) ou quelques babioles aux touristes. Et, inévitablement, participer à la folklorisation marchande de leur culture. Cérémonies de mariages et de danse «traditionnelle» comptent parmi les attractions populaires de la province de Trang ; et les touristes sont invités à découvrir – via des guides «spécialisés» et sur autorisation de la police locale – la culture «préhistorique» des «hommes de la forêt».

Séparées par les frontières modernes, les quelques communautés Maniq restantes sont menacées d'extinction. La langue n'est pas enseignée dans les écoles récemment installées dans les villages (à Ban Saki, c'est la police locale qui a fait construire l'école!) et s'utilise de moins en moins dans les échanges quotidiens.

En 1995, des groupes nomadisait encore dans les jungles de la chaîne de Khao Banthat⁶. Un temps bel et bien révolu, à une époque où les ressources naturelles se font rares, rendant plus difficiles chasse et cueillette, et reléguant à de lointains souvenirs les connaissances et savoir-faire uniques des Maniq.

En février 2009, trente Maniq étaient brutalement chassés de leur village, dans une opération de braconnage et de coupe d'arbres illégale menée par des hommes en armes bien protégés.

Maniq signifie, dans la langue du même nom, «être humain». En Thaïlande, on les nomme plus volontiers Saki. L'origine du terme n'est pas attestée mais fait référence au teint sombre de leur peau ; reflétant bien le sentiment de supériorité des «civilisés» qui l'utilisent. Il sert aussi, occasionnellement, d'insulte.

Marginalisés dans une société d'un conformisme quasi totalitaire, ces petites communautés intégrées de force à un État-nation agressif et autoritaire (une spécialiste parle, pour la Thaïlande, de «colonisation interne⁸»), rien n'engage les Maniq à affirmer leurs particularités culturelles ou l'héritage d'un mode de vie déjà disparu.

Mlabri : les «esprits des feuilles jaunes»

Les origines des Mlabri, chasseurs-cueilleurs nomades de la Thaïlande septentrionale (également présents au Laos, proche voisin), sont sujettes à controverse. Quand l'Occident les découvre, dans la première partie du xx^e siècle, on pense qu'ils forment une population au mode de vie vieux de milliers d'années. Des recherches récentes soutiennent *a contrario* la thèse selon laquelle les Mlabri seraient issus de la descendance d'individus bannis par un peuple montagnard sédentaire de la région (les Tin Prai)⁹. Il s'agirait donc, pour les anthropologues, d'un cas inhabituel d'agriculteurs sédentaires devenus chasseurs-cueilleurs.

Les Mlabri n'avaient, jusqu'aux années soixante, guère de contacts avec les populations proches, riziculteurs de plaine ou agriculteurs de montagne pratiquant le brûlis. La guerre du Vietnam qui déchira le nord Laos et la destruction massive des forêts du nord thaïlandais durant la même période ont bouleversé un mode de vie qui dépendait entièrement des ressources de la jungle.

Ils furent, suite à ces changements radicaux, exploités sans vergogne par certains de leurs «voisins» de montagne et la proie d'Églises américaines peu scrupuleuses quant aux moyens employés (chantage, menaces, violences) pour sédentariser et convertir ces minuscules groupes de nomades effrayés par la civilisation.

La violence de l'imposition d'un modèle inconnu jusqu'alors engendra de nombreux traumatismes et une importante vague de suicides qui menaça de faire disparaître les derniers phi thong luang («esprits des feuilles jaunes» en thaï – les Mlabri furent baptisés ainsi par les paysans locaux, qui ne connaissaient d'eux que leurs cabanes, qu'ils abandonnaient lorsque les feuilles les couvrant devenaient jaunes) comptabilisés en Thaïlande¹⁰.

Suite à ces dérives, une partie des Mlabri est aujourd'hui prise en charge par une fondation royale qui interdit les visites, même aux chercheurs¹¹. Le programme mis en place, leur permettant l'accès à un assez vaste territoire de forêts, pourrait permettre d'éviter que se renouvellent les expériences traumatisantes

vécues antérieurement. Mais il convient de se méfier de ce type de projets, dont le but sera, inévitablement, de faire des Mlabri des citoyens thaïlandais «normaux».

Un inquiétant manque de perspectives pour le futur

La sédentarisation des dernières communautés nomades de Thaïlande – et du Sud-Est asiatique continental – semble un fait accompli. Partout, la perte du nomadisme et l'incapacité des groupes à s'adapter à une vie sédentaire non choisie sont au centre de l'état de misère qui frappe ces groupes vulnérables.

Une fois disparue la richesse des modes de vie nomades (les Mlabri et les Maniq compartaient parmi les derniers peuples de chasseurs-cueilleurs nomades au monde ; les Mokens étaient l'un des rares peuples nomadisant en mer), les communautés sauront-elles bâtir de nouveaux équilibres, et conserver une partie de leur autonomie traditionnelle face à un extérieur agressif? **P.P.**

1. Dénomination empruntée à Manuel Vazquez Montalban, dans *Les Oiseaux de Bangkok* (Points, 2009).

2. Voir, en anglais, le superbe *Moken, sea gypsies of the Andaman sea, post-war chronicles* de J. Ivanoff (White Lotus Press, 1997). L'ouvrage se réfère aux travaux du père de l'auteur, résultats de séjours passés auprès des Mokens dans les années 1950.

3. J. Ivanoff et O. Ferrari, «La globalisation est-elle ethnocidaire» (site IMASIE, 1^{er} septembre 2010).

4. Passage traduit de l'article «Savants of the sea engulfed by politics», de T. Vater (*Asia Times Online*, 23 avril 2005).

5. B. Geoffrey, C. Chou, *Tribal communities in the Malay world* (Institute of Southeast Asian Studies, 2003, p. 58).

6. Voir A. Hamilton, *Tribal people on the southern Thai border – Internal Colonialism, Minorities and the State* (dans ouvrage cité précédemment [5]).

7. A. Pakkawan, «Encroachment – Sakai lose land to dark forces» (*Bangkok Post*, 23-02-2009).

8. Voir note 6.

9. «Studies back up strange tale of tribe's founding» (*World Science*, 4 mars 2005).

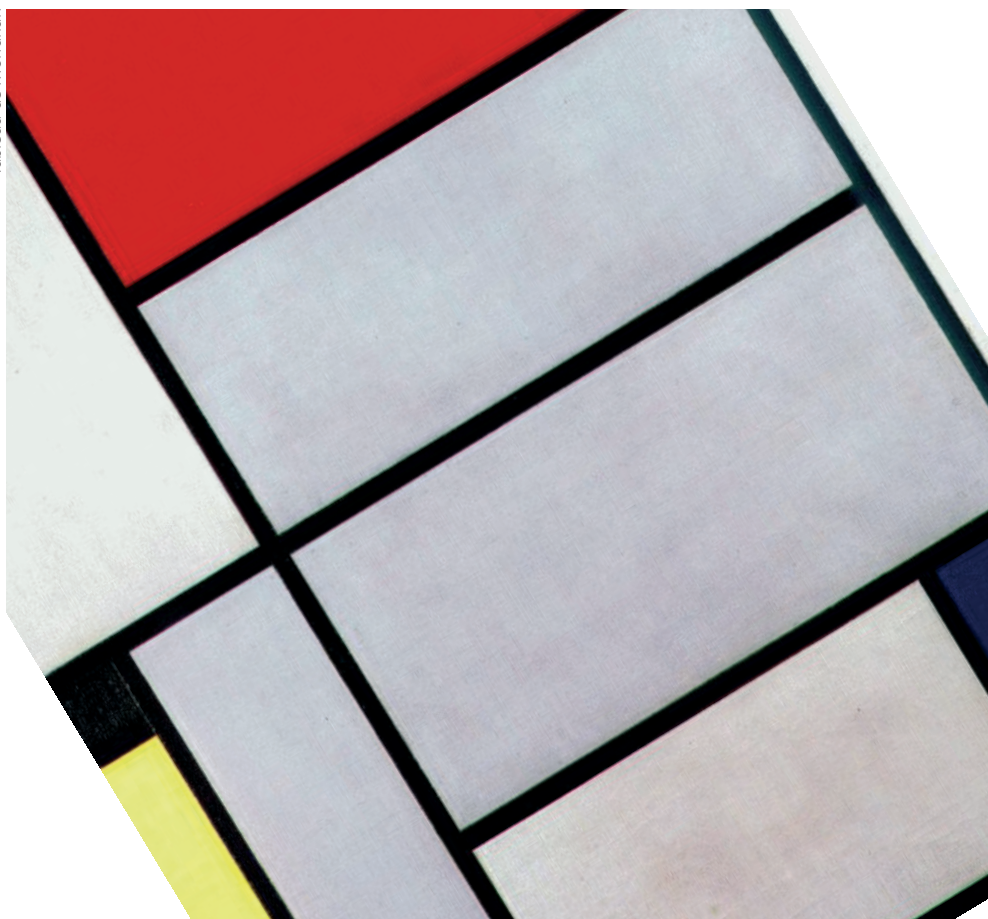
10. Les informations concernant les Mlabri du Laos sont rares et imprécises. L. Chazée, dans *The peoples of Laos, rural and ethnic diversities* (White Lotus Press, 2002, p. 52), parlait de dix-huit Mlabri nomades «sur le point de disparaître» en 1998, et d'au moins un village de sédentaires.

11. Y. Bootwaiwoothi, «En Thaïlande, la disparition des hommes de la forêt» (*Le Monde Diplomatique*, 29 mars 2010).

Sofitel-Carlton

Assomption de l'Innocence

Tableau de Mondrian



Roger Dadoun

(REMARQUE PRÉLIMINAIRE. Ce texte ne traite pas de l'affaire DSK¹, c'est pourquoi je la nomme, en toute rigueur, «affaire Sofitel-Carlton», puisqu'en ces deux espaces se distribuent «objectivement» tous les mystères. La référence à DSK, et à distance de ce dernier, n'intervient que comme énigme «psychologique» – comment un «puissant» en est-il arrivé là ? Parodiant la conception frauduleuse car toujours bafouée, notamment par les médias, de «présomption d'innocence», je fais intervenir la notion d'«assomption de l'Innocence» d'inspiration psychanalytique, peu élaborée à ce jour, l'obsession de la culpabilité demeurant une référence écrasante de notre culture. Le processus infantile d'un «travail de l'Innocence», inconscient (comme l'indique le «I» capital), qualifié d'«Innocentation», devrait faire l'objet d'investigations approfondies, tant paraissent considérables ses effets aux plans judiciaire, politique, moral et anthropologique.)

La notion de «présomption d'innocence» occupe un vaste espace juridique, hétéroclite et confus, tagué et troué de toutes parts par les ruses, artifices et distorsions d'une pléthore de

protagonistes: témoins, policiers, avocats, magistrats, médias, victimes. Elle est censée, préemptant un principe d'objectivité dont on ne perçoit à vrai dire que des constructions aléatoires, fluctuantes, montées de bric et de broc, bancales. L'affaire Sofitel-Carlton en est l'illustration, toujours en cours, et qui réserve encore quelques surprises. Elle n'est rappelée ici, dans une perspective psychanalytique, qu'en raison de l'implication surprenante et à multiples facettes de la personnalité de DSK. Il semble opportun, écartant la surface chiffonnée et trouble qu'est la «présomption d'innocence», de s'interroger sur ce qui a pu fonctionner à la source de l'acte sexuel – puisque celui-ci demeure la donnée centrale de l'affaire – pratiquement occultée. Occultée et évincée – en dépit ou du fait des débordements exhibitionnistes – par les caricatures égrillardes, puritaines ou coquines, allusions effarouchées ou clins d'œil complices, alors que nous avons «affaire» à la structure de base des motions pulsionnelles, communément admises comme étant au pivot de la construction juridique. Il est donc légitime, écartant en la parodiant l'expression diffuse et galvaudée de «présomption d'innocence»,

d'avancer ici le principe d'une «assomption de l'Innocence» – les deux termes, pris dans leur plus stricte spécificité, servant à désigner des états psychiques racinés profond, impérieux, universels, jouant un rôle déterminant dans la formation et l'orientation, non seulement des comportements individuels, mais des visions du monde elles-mêmes.

«Innocence» désigne une certaine qualité du rapport de l'individu à la sexualité, telle notamment qu'on peut en suivre les parcours et manifestations en psychologie de l'enfant. Ce dernier est censé ignorer la réalité sexuelle, il est dit immature et incapable de contrôler et encore moins de maîtriser (il est la cible d'interdits sévères) les motions, gestes, jouissances que suscitent et commandent les différents organes et leurs valences sensibles – nous évoquons là les «zones érogènes», support des phases de la libido (orale, anale, phallique), étant entendu que le corps entier est Corps d'amour, comme l'écrit et le détaille le penseur américain Norman O. Brown. Pour qualifier l'enfant parcourant toute la gamme des motions libidinales, Freud a utilisé l'expression, écho sans doute du langage psychiatrique de l'époque, de «pervers

polymorphe». Expression aussi pertinente que désastreuse : idéologique et vaseux, « pervers » l'a emporté sur l'exact « polymorphe », qui offre un tableau organique et libidinal propre à l'observation et établissant avec une suffisante précision que c'est l'ensemble des organes, tissus, fonctions du corps et leurs fantasmes adjacents qui entrent en scène et en jeu dans l'acte sexuel.

« Innocent » chez l'enfant, « polymorphe » devient chez l'adulte « perversité », grevée d'une culpabilité inscrite dans toute la gestuelle sexuelle : masturbation, sodomie, fellation, voyeurisme, exhibitionnisme, fétichismes, etc. Or tout (récits, témoignages, observations, analyses et auto-analyses, etc.) donne à penser que ces différentes modalités font, dans toutes les sociétés, à toutes les époques, sous des modèles, formes et proportions diverses, partie intégrante de la sexualité. De par sa structure organique féconde en productions et arborescences psychologiques, toute sexualité ne peut être que « polymorphe ». L'acte sexuel le plus élémentaire est un montage, un blason, une armoirie de pièces et motions « perverses », pour la plupart inscrites à l'encre sympathique (en tous sens du terme)

« Perverse » et « polymorphe », la sexualité – « empire des sens » – l'est impérieusement, tout au long de la vie. Il faut donc faire avec. Soumis non moins impérativement aux contraintes de l'éducation et au respect légaliste des normes régissant la société, on s'efforcera d'exercer une certaine maîtrise, à l'aide d'une panoplie d'instruments culturels (« valeurs ») à l'efficacité variable. Pour les uns ça marche, au moins apparemment – pour d'autres, « destinés » à la « faute » et à la délinquance, non. Mais il se trouve que, comme tant d'autres « manœuvres » infantiles, le processus d'« Innocentation » persiste, résiste. Le sujet y a recours, plus ou moins inconsciemment, pour lutter contre un sentiment quasi inévitable de culpabilité et se dédouaner face à une fatalité contre laquelle il ne peut rien. Comment, dès lors, ne pas être en « sympa » au sens fort (sentir avec, souffrir avec, pactiser) avec une motion pulsionnelle qui demeure sienne, logée au plus profond de soi, quoi qu'on fasse. (Ainsi en va-t-il, sans doute, du prêtre pédophile, qu'un irrésistible désir, en dépit des lourds interdits dressés par une pratique religieuse assidue, la pression massive du corps de l'Église, la présence en incarnation du corps souffrant du Christ, etc., contraint à laisser en quelque façon venir à lui les petits enfants – et non lui aller vers eux, comme il le croit « innocemment ».) Le mouvement pulsionnel est, de force, pris en charge par le sujet – nous disons qu'il l'assume. Comme pour toutes les ambivalences sexuelles, le terme d'« assumption » se propose de lui-même, pour les deux faces qu'il couvre : assumer activement le mouvement pulsionnel visant la satisfaction ; assumer – à bon inconscient et à mauvais escient ? –

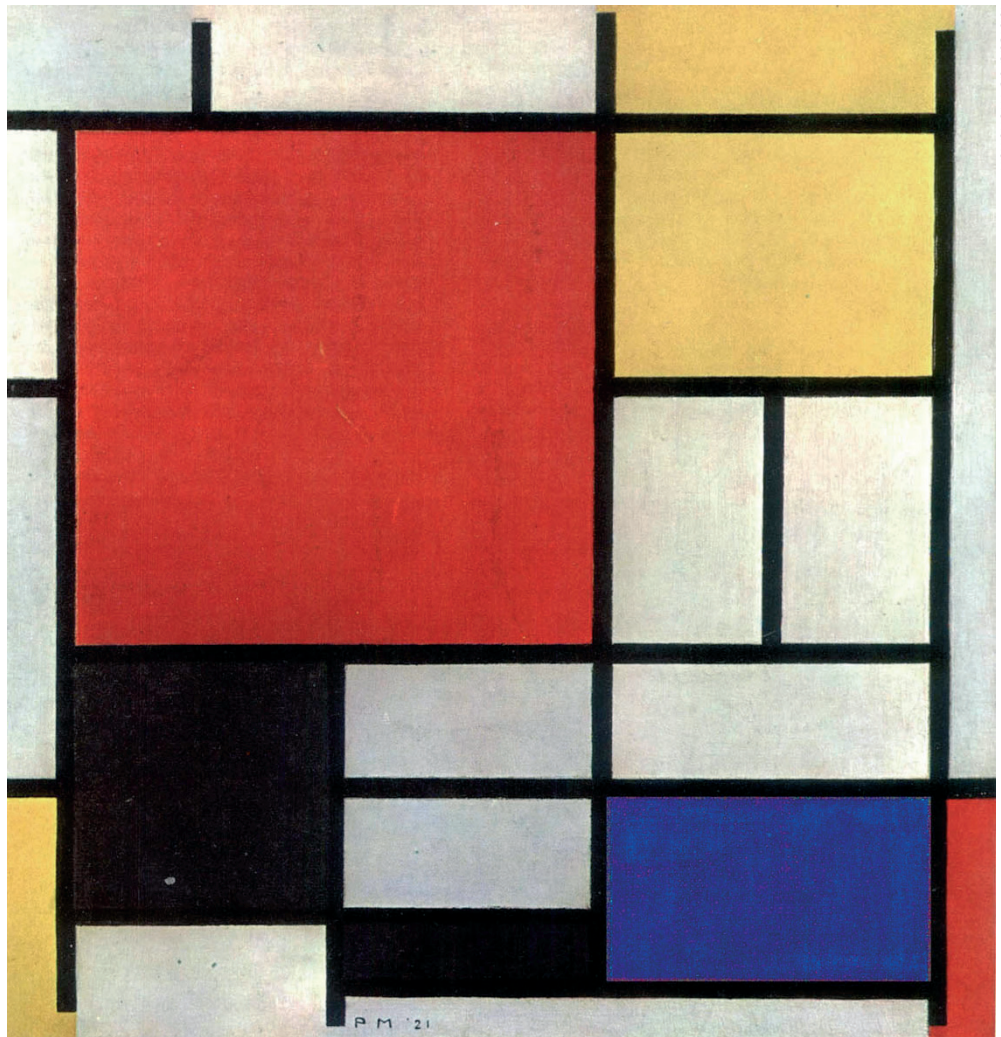


Tableau de Mondrian

l'« Innocence » valorisée en tant que source « naïve », visant, estime-t-on, le morbide (dans le film de Fritz Lang, *M Le maudit*, 1931, le meurtrier – l'extraordinaire Peter Lorre – décrit en termes saisissants cette « assumption » devant le tribunal des hors-la-loi).

La notion d'« assumption de l'Innocence » est de nature à éclairer une certaine forme de comportement manifestée à l'occasion de l'affaire portant le nom de DSK – non pour singulariser ce dernier, comme s'est ingénié à le clamer le charivari idéologique, moralisateur et mercantile des intervenants (on pourrait en tirer une anthologie de la bassesse et de la bêtise), mais bien au contraire pour en souligner la banalité. Banalité massive d'une « perversité polymorphe » qualifiant une structure anthropologique élémentaire de l'activité sexuelle. On est amené de la sorte à projeter un éclairage particulier sur l'une des questions posées d'emblée au début de l'affaire : comment une personnalité disposant d'un pouvoir exceptionnel – économique (FMI), politique (DSK président !), culturel (universitaire), social (renommée, richesse) – a-t-elle pu « en arriver là », alors même que consciente d'être la cible d'adversaires prêts à l'abattre à la moindre faille ?

Il aurait suffi, pouvait-on croire, d'à peine un grain de contrôle et d'une goutte d'abstinence pour déjouer pièges et coups bas, et, à l'instar des millions d'êtres humains à travers

« innocemment » sa « vie privée ». Il est remarquable de constater que, loin d'inciter à la prudence, à la ruse ou au détour, les pouvoirs détenus par DSK fonctionnèrent comme une encre sympathique : révélateurs, à charge, des deux faces de l'« assumption de l'Innocence » – d'un côté, assumer ses propres motions pulsionnelles chargées de risque, de l'autre assumer un statut interne d'Innocence à fonction restauratrice. Le processus d'Innocentation, ressource infantile vitale, est inhérent à l'humanité. Le pouvoir « innocentise » selon qu'il infantilise – au risque de l'« Innocence » même. **R.D.**

1. Voir *Le Monde libertaire*, n° 1644, « Affaire Sofitel. Le Juif Süß est de retour. Un moment-calque de l'histoire ».

Des **bomb(ages)** à Publico !



Jusqu'au 28 avril, la Librairie du Monde libertaire expose les pochoirs anarchistes de JTheAntiproduct, activiste de la bombe (de peinture). De la pure propagande libertaire, des compositions percutantes, des couleurs éclatantes, tout cela explosera durant un mois sur les murs de notre librairie !
Rendez-vous, donc, au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Albert Camus encore et toujours

COMME IL Y A UN AN, le théâtre d'Albert Camus est à l'honneur dans le département du Vaucluse. Dans le cadre des rencontres organisées par le Trac (Théâtre rural d'animation culturelle) avec le pôle de développement culturel de Beaumes-de-Venise et les Rencontres méditerranéennes Albert-Camus de Lourmarin, quatre journées lui seront consacrées. Azucena, une de nos fidèles lectrices et camarade, nous a fait parvenir le menu de ces festivités.

Tout commencera le jeudi 12 avril à 20h30 à Cadenet (84160) à la Laiterie (entrée libre). David H. Walker, professeur à l'université de Sheffield (Grande-Bretagne) donnera une conférence sur le théâtre d'Albert Camus et présentera chaque pièce. Concernant le travail du Trac, il a écrit : « Comme Camus, le groupe

est porté par des valeurs d'éducation populaire et de démocratisation culturelle. Depuis 2009, la compagnie vit une aventure théâtrale autour de l'œuvre de Camus... L'objet est de faire jouer toutes les pièces de Camus par des jeunes (et des moins jeunes...) des villages et des quartiers urbains du Vaucluse. »

La compagnie du Trac interprètera donc, à la salle Fracasse de Beaume-de-Venise (84190), les trois pièces suivantes :

Vendredi 13 avril à 20h30 : *L'État de siège*. (Puis débat.)

Samedi 14 avril à 14h30 : *Révolte dans les Asturies* et, à 17h30, *Caligula*. (Puis débat.)

Puis la troupe se déplacera le lendemain à Lourmarin (84 160) pour y représenter deux autres oeuvres :

Dimanche 15 avril à 14h30 : *Les Justes* et, à 17h30, *Le Malentendu*. (Puis débat.)

Ces représentations et rencontres-débats, ainsi que la conférence, se dérouleront dans le cadre du projet *Le Théâtre de Camus*, aujourd'hui. À voir et à débattre.

À l'heure où certains découvrent (ou redécouvrent) cet auteur si proche de nos idées, il nous semble important de signaler ce formidable travail des comédiens-chanteurs-musiciens du Théâtre rural d'animation culturelle. Pour plus de renseignements, vous pouvez joindre le Trac au 04 90 65 05 85 ou sur leur site : trac-beaumesdevenise.org

Ramón Pino

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

Rencontre internationale de l'anarchisme

Zoom sur deux conférences

Louise Michel et les Roms

Louise Michel était en prison, elle attendait son bateau qui la transporterait de France en Nouvelle-Calédonie, son lieu de déportation pour participation à la Commune de Paris en tant que blanquiste.

Louise Michel n'était donc pas à Saint-Imier, mais il est remarquable de noter qu'elle devint anarchiste sur *Le Virginie*, en route vers sa déportation, grâce aux soins de Nathalie Lemel qui, elle, était déjà bakouninienne avant la Commune. En somme, la place décalée de Louise Michel dans la fondation du mouvement anarchiste à Saint Imier est une partie intégrante de ce mouvement, et elle est quasi contemporaine du congrès. Ce qui laisse à penser que des informations ont pu circuler jusque parmi les prisonnières en partance pour les antipodes.

Or, comme vous le savez tous, que trouvait-elle au bagne dans cette colonie française? Des habitants, des autochtones, les Canaques. Comme vous le savez, elle se prit d'intérêt fervent pour eux et accomplit l'une des prouesses de son existence, à savoir qu'elle fut l'une des premières anticolonialistes de France, sinon la première, et cela contre l'avis de ses compagnons codéportés. Et qu'elle fit oeuvre ethnographique en guise de déportation, avec pour tout appui Charles Malato.

Enfin, elle conserva comme boussole de sa proximité avec les Canaques, la perspective de leur droit égal à l'émancipation et leur en forgea quelques outils, qu'ils mirent en pratique lors de leur soulèvement en 1878.

Ce sont les Roms qui m'ont ramenée à Louise Michel. Lorsqu'au début des années quatre-vingt-dix j'ai rejoint le mouvement des droits civils des Roms européens, et l'ai accompagné, j'ai rapidement cherché des outils adéquats à cette situation pour pouvoir la comprendre et la suivre.

Les catégories sociales n'y suffisaient pas, ni les catégories anticolonialistes, car les Roms ne sont pas des colonisés: ils sont une ethnie, un peuple sans État.

C'est en recherchant parmi les penseurs et théoriciens anarchistes, ainsi que les révolutionnaires divers de l'anarchisme, comment ils avaient envisagé la place d'une ethnie, que je me suis tournée vers Louise Michel, à cause de son lien avec les Canaques.

Cette présentation ne cédera donc pas uniquement à une biographie cent fois ressassée

de Louise Michel (quoi que toujours incomplète à ce jour), mais s'interrogera avec vous sur l'élargissement des catégories de l'émancipation proposées par l'anarchisme, ou la nécessité de cet élargissement.

Claire Auzias

Crise mondiale et société marchande

Robert Kurz, philosophe allemand né à Nuremberg en 1943, est à l'origine du renouveau de la théorie critique en Allemagne, connue sous le nom de Wertkritik (critique de la valeur), où il anime la revue *Exit! Crise mondiale et société marchande*. Kurz reprend la critique de l'économie politique là où Marx l'avait laissée. Il élabore l'idée que le capitalisme moderne, au cours de la troisième révolution industrielle (celle de la microélectronique), supprime plus de travail humain qu'il n'est capable d'en créer et se vide ainsi de sa propre substance. Ce processus, induit par la «rationalisation» incessante de la production marchande, fait en sorte que le capitalisme se heurte à ses propres limites. Kurz part de l'idée selon laquelle le capitalisme est une contradiction en procès. D'un côté, le capital tire sa substance du travail humain et plus il consomme, mieux c'est. Mais, d'un autre côté, le capital, par son développement même implique la réduction des coûts, détruit le travail humain. Autrement dit, le capital s'autodétruit. Selon Kurz, le capitalisme n'est donc qu'une longue suite de crises, et la contradiction aujourd'hui parvenue à maturité fait exploser le système. Avec la crise de 2008, c'est en effet «l'économie de déficit», le coeur même du capitalisme moribond, qui est entrée en fusion. Le capitalisme connaîtra peut-être de brefs rebonds, mais il est désormais condamné à un irréversible déclin.

Cette théorie, Kurz ne la voit pas comme la solution à tous les maux. Certes, elle montre qu'au stade actuel du capitalisme toute tentative de rafistolage est vouée à l'échec et elle permet aussi de critiquer les formes de conscience qui portent les hommes à s'accrocher au capitalisme. Mais le reste, c'est-à-dire la transformation pratique des structures capitalistes, c'est aux hommes de s'en charger. C'est à eux d'éviter la barbarie vers laquelle le capitalisme les pousse chaque jour un peu plus.



Kurz appelle à un changement de paradigme dans la critique du capitalisme moderne. Il s'en prend globalement au système producteur de marchandises d'aujourd'hui, lancé dans une course destructrice que seule une refonte de la critique sociale pourrait freiner. Critiquer le système marchand en termes d'une simple redistribution plus juste des richesses, voilà qui, pour Kurz, constitue une approche qui, loin d'être une solution du problème, fait partie de celui-ci. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une critique catégorielle du capitalisme qui s'attaque à ses éléments structurels: le travail abstrait, la marchandise, l'argent et l'État.

Les références intellectuelles de Robert Kurz sont les théories de Georg Lukács (*Histoire et conscience de classe*) ainsi que l'École de Francfort (Adorno-Horkheimer). Une approche similaire est poursuivie actuellement par l'Américain Moishe Postone dont les éditions Fayard ont publié le livre *Temps, travail et domination sociale* (2009). Cette critique est aussi élaborée et relayée par d'autres penseurs tels que Anselm Jappe, Gérard Briche, Norbert Trenkle, Jean-Marie Vincent, Roswitha Scholz...

Pour plus d'information sur cet événement majeur de l'été 2012, rendez-vous sur: www.anarchisme2012.ch



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Vendredi 6 avril

Les oreilles libres (14 h 30) Émission proposée par Yves Marie Mahé autour du groupe Flipper. À l'occasion du concert du groupe californien Flipper dans le cadre de « Sonic Protest », les Oreilles libres évoqueront la généalogie du groupe et du milieu du rock avant-gardiste de San Francisco.

Sortir du colonialisme (16 h 00) Décolonisation.

Samedi 7 avril

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00).

Chronique syndicale (11 h 30) Luttons et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres...

Tribuna latinoamericana (19 h 00) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Dimanche 8 avril

Tempête sur les planches (14 h 00) Il faut connaître l'histoire de l'agriculture pour comprendre ce qu'on mange, dit Hélène Mathon qui porte l'agriculture sur scène, et surtout, les agriculteurs. Théâtre, films et nourriture jusqu'au 15 avril à l'Echangeur (Bagnole).

L'heure Stratocaster (15 h 30) L'émission riffs et gros sons pour tous ceux qui aiment le rock.

Rudies back in town (22 h 00).

Restons éveillés ! (00 h 00) Libre antenne. Toutes la nuit de dimanche à lundi.

Lundi 9 avril

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire. Par des animateurs top !

Trous noirs (16 h 00) David Lefèvre a voyagé de la pampa argentine aux forêts du Chili. Il pose son sac à dos dans nos studios pour évoquer son livre *Aux quatre vents de la Patagonie*.

Mardi 10 avril

Artracaille (11 h 00) Art en marge.

Paroles d'associations (19 h 30) Jacques Richard (réalisateur de films) pour sa vie, son œuvre, ses films...

Radio Libertaria (20 h 30) Actualités militantes L'éducation.

Mercredi 11 avril

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Les prénoms féminins. Première partie.

Radio LAP (17 h 00) Lycée autogéré de Paris.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 12 avril

Jeudi Noir (19 h 30) Ce jeudi, nous aborderons un ouvrage paru en 2011 : *L'histoire populaire des sciences* de Clifford D. Conner. Il s'agit, pour l'auteur, de rompre avec l'histoire élitiste habituelle des sciences, centrée sur l'Europe, les grands savants, leurs théories, afin de montrer que les pratiques populaires et collectives du monde entier sont les véritables sources des plus grands progrès.

Vendredi 13 avril

Les oreilles libres (14 h 30) Sylvie Gravagna présentera son projet *Souvenirs d'anarchie*. Diffusion de la lecture à plusieurs voix, par Sylvie Gravagna, Juliette Kapla et Martine Amanieu et enregistrée au festival Uzeste musical en août 2011. Le témoignage de Rirette Maitrejean (1887-1968) *Souvenirs d'anarchie* rassemble la première interview parue dans *Le Matin* et deux importantes mises au point faites par Rirette Maitrejean en 1937 et 1959.

Souscription en soutien au

Monde libertaire

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Février 2012

M. A. Menard (56) : 30 euros

M. J. Ulpat (74) : 10 euros

M. R. Landreau (33) : 20 euros

M. Frédéric Fece (internet) : 10 euros

M. J.-F. Aupetitgendre (30) : 30 euros

M. G. Arronis (32) : 50 euros

M. B. Hennequin (13) : 100 euros

M. A. Prima (13) : 25 euros

M. J.-L. Etchegaray (64) : 5 euros

Mme. C. Barrachin (69) : 5 euros

M. M. Rieusset (30) : 7 euros

M. A. Gillet (93) : 30 euros

M. Y. Brunet (31) : 50 euros

M. Yves Pechabadens (internet) : 75 euros

Le Cri du Peuple (87) : 30 euros

Jean (75) : 1000 euros

M. O. Fayel (69) : 20 euros

M. Alain Schaffhauser (internet) : 10 euros

Mme I. Quintin (76) : 5 euros

Liaison Boris Vian (59) : 20 euros

M. Anthony Franchemichie (internet) : 20 euros

TOTAL : 1552 euros

Merci !

Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* !

Faites connaître notre journal autour de vous !

Lisez-le et faites-le lire !

Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages !

Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires !

Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par la Librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse.

Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: livrelibertaire2012@sfr.fr.

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org/>

Vendredi 6 avril

Limoges (87)

20 heures. Conférence-débat sur le mandat impératif (une révolution dans les élections) avec Pierre-Henri Zaidman, maître de conférences à l'université Paris-Descartes. Organisé par le Cira-Limousin, avec le soutien du groupe libertaire limougeaud Le Cri du peuple, à l'auditorium de la Bibliothèque francophone multimédia, 2, place Aimé-Césaire.

Saint-Denis (93)

19h30. La Dionysité, université populaire de Saint-Denis. Le Docu-Club, projection à prix libre. *Au prix du gaz* de Karel Pairemaure (France 2005, 1 h 25). Châtelleraut, l'usine de sous-traitance automobile New Fabris vient d'être mise en liquidation judiciaire. Les ouvriers occupent l'usine. Les bouteilles de gaz sont dans l'usine. Tout est prévu pour que ça saute en l'absence d'accord. Rage et reconstruction... Au local de la Dionysité, 4, Place Paul Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, station Basilique-de-Saint-Denis. Entrée libre. Contact: cira-limousin@free.fr

Samedi 7 avril

Metz (57)

Festival Bobinnes rebelles. 15 heures. Projection de *Escadron de la mort, école française*. 17 heures. Projection de *Les Roses noires*. 19 heures. Projection de *Le Monde selon Monsanto*. 21 heures. Projection de *La Stratégie du chaos*. Au café Jehanne-d'Arc.

Pont-en-Royans (38)

10 heures – 24 heures. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires (7 au 15 avril), le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une journée d'activités pour inaugurer le festival. Ateliers bricolage (10 heures pour adultes, 14 heures pour enfants) et cirque (14 heures). Soirée des arts vivants à partir de 17h30 en présence de l'Utobus, la médiathèque sociale itinérante de La Rue rôle. Concert des Barrio Populo à partir de 21 heures. Préparation des repas à partir de 10 heures et 17 heures. Salle des fêtes. Prix libre. Contact: laruerale@no-log.org

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire: «Association internationale des travailleurs (AIT)». Quatrième partie: «Le congrès de La Haye, septembre 1872, et la scission.» Exposé et débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XI^e

16h30. La librairie vous invite à un après-midi autour de Georges Brassens. Avec Jean-Paul Liegeois qui a présenté et établi, entre autre, l'édition des ouvrages *Les chemins qui ne mènent pas à Rome, réflexions et maximes d'un libertaire* et *Oeuvres complètes* aux éditions du Cherche-Midi. Entrée libre. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 8 avril

Pont-en-Royans (38)

18 heures. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires, le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une projection-débat autour du film *Le travail est mort, vive le travail!*. Médiathèque La Halle. Prix libre. Contact: laruerale@no-log.org

Saint-Denis (93)

15 heures – 17 heures. La Dionysité, université populaire de Saint-Denis. Les dimanches de la Dionysité au musée de Saint-Denis. «L'anticolonialisme à la Belle Époque ou comment avoir raison

contre le plus grand nombre.» Conférence-débat de Laurent Bihl, historien et spécialiste de l'image. Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 12 avril

Saint-Jean-en-Royans (26)

20h30. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires, le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une soirée de réflexion «pistes pour une autre économie». Comment envisager une autre économie que le capitalisme? Quels lieux, quels outils, quels moyens? Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Contact: laruerale@no-log.org

Vendredi 13 avril

Paris XV^e

19 heures. Soirée de solidarité pour l'un des inculpés du centre de rétention administrative organisée par le lycée autogéré de Paris (LAP). 20 heures. Projection-débat autour du film *Une promenade au bois*. 21 heures. Concert avec Édouard Nenez. restauration sur place. 393, rue de Vaugiard, Métro Convention ou Porte-de-Versailles. Entrée Prix libre.

Mercredi 18 avril

Poitiers (86)

21 heures. Soirée-débat antiélections au plan B à Poitiers. Présentée par le groupe Pavillon noir. Bar le Plan B, 30, bvd du Grand Cerf.

Jeudi 19 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Jacques Colombat auteur de *Alexandre Jacob, le forçat intraitable* (Éditions Riveneuve, février 2012). Jacques est aussi réalisateur de films. Président de l'association des amis de Georges Brassens, il faisait partie de la chorale qui a chanté *Hécatombe* le 18 juin dernier devant la préfecture de police de Paris. Table de presse. Apéro dinatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Entrée libre et gratuite.

CAPITALISM WAY OF LIFE



J. THE ANTIPRODUCT